

n° 685 du 10 au 17 janvier 1976 - 3,50 F
Hebdomadaire du parti socialiste unifié

tribune

socialiste



la répression
le chômage
c'est le
couronnement
de mon septennat



SOMMAIRE

ARMÉE :	
Pas de trêve	p. 4
Les frayeurs du juge Gallut	p. 5
Le coup de Krivine	p. 5
POLITIQUE :	
PCF un pas en avant, un pas en arrière	p. 5
ECONOMIE :	
Constatations et alibis	p. 6
SOCIAL :	
Comme un million d'autres	p. 8 et 9
Noël chaud à la Régie Renault ...	p. 10
Viticulteurs, le feu qui couve	p. 11
Sécurité sociale, l'article 18	p. 11
INTERNATIONAL :	
Portugal, de l'œillet au fusil	p. 12
Italie, le coup de grâce	p. 13
L'affaire Léonid Pliouchtch	p. 14
CULTURE :	
Poésie et révolution	p. 15
SPORT :	
Les jeux sont ouverts	p. 16

calendrier

Lundi 12 janvier, à partir de 20 heures, réunion des travailleurs sociaux de la région parisienne.

Samedi 17 et dimanche 18 janvier, coordination étudiante et réunion du secteur culturel.

Samedi 24 et dimanche 25 janvier, spécial lycéens. Toutes ces réunions ont lieu 9 rue Borromée, 75015 Paris.

Emission GAM

Lundi 12 janvier à 19 h 40 FR3 L'autogestion dans la vie pratique

Courrier

Suite à la publication dans TS du 6 décembre d'un fac simplifié d'une note de l'UD-CFDT de l'Isère, nous avons reçu une mise au point de cette dernière. Nous en publions un extrait :

« A propos de relations syndicats-partis, le fait qu'un fac-simplifié d'une note interne de notre Union départementale se trouve dans les colonnes du journal de votre parti en dit long, pour reprendre l'expression de votre commentaire, sur la manière dont certains camarades du PSU, militants à la

CFDT respectent les textes sur l'indépendance syndicale. Les conséquences de cette attitude semble donc impliquer de la part de ces camarades la volonté d'établir une « courroie de transmission » et définir le sens dans lequel ils entendent la faire fonctionner. Mais c'est peut-être là un élément nouveau de la stratégie du PSU... L'important dans les contradictions, c'est d'y être à son aise, n'est-ce pas camarades ?

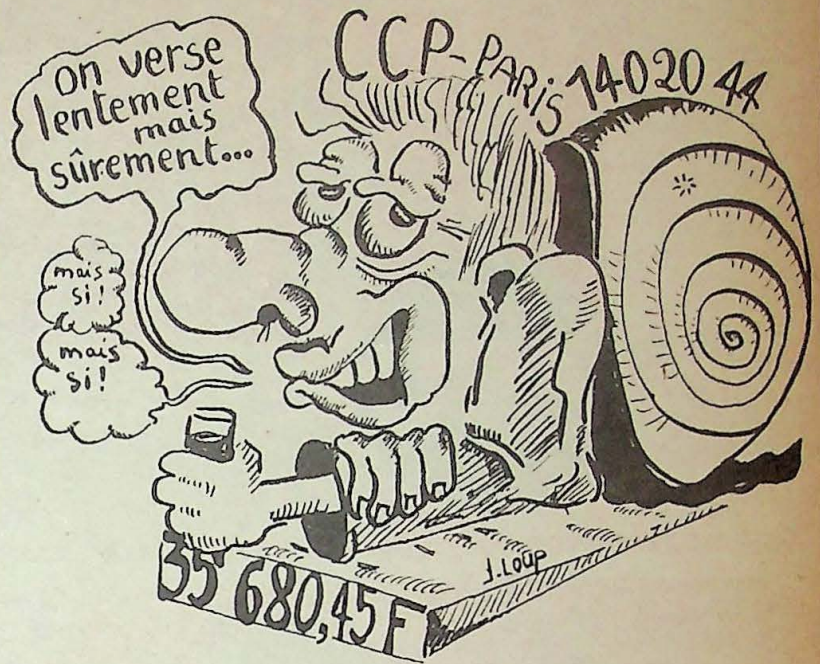
« Le titre, le texte du commentaire, le fait que la note soit reproduite soit isolée de son contexte, dénature totalement son contenu. Il s'agit là d'une pratique inadmissible venant d'une organisation démocratique. »

Les camarades expliquent qu'il est normal qu'ils informent leurs adhérents de l'intention d'un parti d'intervenir en direction des entreprises du département. Par contre ils estiment, comme le témoigne l'extrait ci-dessus, que le jugement que porte le PSU sur la manière dont cette information est donnée, est très contradictoire. Nous reconnaissons, camarades, votre droit d'informer vos militants des initiatives de propagande du PS. Mais en tout état de cause elles indiquent un choix politique que nous ne pouvions pas ne pas commenter. Mais rassurez-vous : vous auriez informé les militants CFDT des campagnes du PSU de la même manière, nous n'aurions jamais parlé de courroie de transmission...

Si vous vous estimez à l'aise dans nos contradictions, nous nous permettons de vous renvoyer aux vôtres de temps en temps. Quant au caractère de note interne de l'information, nous en doutons encore. L'absence de commentaires de l'UD-CFDT de l'Isère faisait plus de cette note une information du PS, qu'une information de la CFDT.

Y.S.

Souscription TS



En 1976 un nouveau TS

Objectif 500 000 F - première étape
150 000 F

Ils ont bien commencé l'année :

Anonyme, Paris 12e 500 F ; Section Aix-en-Provence, 100 F ; N.M. Neufchâteau, 100 F ; Fr. de V. Caen, 200 F ; Cher - Bourges, 100 F ; Dordogne, Montignac, 100 F ; JC B. PTT Nice, 50 F ; J.B. Angers, 40 F ; A. C. Bolbec, 100 F ; Ch. V. Rennes, 2 000 F ; Ch. V. Rennes, 3 000 F ; District Gers (Delevers), 200 F ; Section Charleville Mézières, 100 F ; Section de Chelles (Hay), 410 F ; Y. C. Vigneux, 50 F ; Anonyme, 20 F ; Section Charleville, 100 F ; Section Revin, 50 F ; JF Paris, 50 F ; M. C.

La Roche-sur-Yon, 100 F ; J.T. Montceau-les-Mines, 100 F ; J.M. Choisy-le-Roi, 50 F ; P. V. Laval 50 F ; Groupe Tolbiac, Paris, 50 F ; JR, sympathisant, Marseille, 10 F ; Section de Bagnolet, 20 F ; Cl. L. Vallan, 100 F ; J.P. Villeneuve-St-Georges 50 F ; A. R. Paris 6e, 15 F ; R. M. Le Mans, 50 F ; A. P. Laval, 100 F ; P. D. Draveil, 100 F ; J.H. Salon, 100 F ; M. L. Marseille 100 F ; Section de Noisy-le-Sec, 215 F.
TOTAL 44 410 F 45.

Petites et grosses sommes mises bout à bout nous aiderons à faire VOTRE nouveau TS.

UNE AUTRE FAÇON DE SOUTENIR TS :

NOM :
Adresse :
Somme versée
à l'ordre du PSU « Soutien TS »
CCP - Paris 14020 44

● et abonnez-vous à TS...

Un nom :
une adresse :
et un chèque de 100 F
(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F)

TS 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Alain TLEMEN

Ont participé à ce numéro :
J. Bruunschwig - P. Caën - C. Carlier -
J. Cléry - F. Desmoulin - H. Duparc - V.
Fay - G. Granier - C. Larrieu - J. Legoued-
dic - M.J. Leumois - M. Mousel - M.
Najman - B. Ravenel - J.F. Rouge - A.
Tlemcen - G. Yverres et Jean-Loup.

Rédaction : 566.45.64 - Administra-
tion : 566.45.37 - Publicité : REGIE-
INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.
Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

douze otages

par Michel MOUSEL

Douze hommes ont inauguré l'année politique 1976. En cellule. Le « phare de la liberté » du Giscard de la Saint-Sylvestre n'a même pas été assez puissant pour atteindre de sa lumière les prisons où sont enfermés nos camarades détenus politiques. Mais c'est eux qui marquent la situation en France en ce début d'année.

Le juge Gallut aurait expliqué récemment à l'un des militants poursuivis que l'affaire est loin d'être close, qu'elle est « complexe » et qu'il convient de continuer à en cerner les contours. Nous ne sommes donc pas en présence d'un legs embarrassant de l'année 1975, que l'on pourrait progressivement oublier. La tournure que prendra l'affaire va déterminer beaucoup de questions importantes pour notre avenir immédiat. Le sort des emprisonnés et des inculpés leur est évidemment lié.

la raison du plus fort

C'est le cas pour les problèmes de l'armée eux-mêmes. Les propos contradictoires tenus par divers responsables gouvernementaux et militaires sur l'importance actuelle et potentielle du mouvement des soldats, prouvent qu'ils ne savent pas à quoi s'en tenir exactement, malgré le flicage des casernes. Ils n'ignorent pas que la répression peut toujours avoir les effets contraires à ceux qu'ils recherchent, et qu'ils sont toujours à la merci de quelque nouveau Besançon ou Chaumont ; mais ils savent aussi que, ayant la légalité contre eux, ils ne peuvent faire autrement qu'obéir à la logique de l'illégalité et continuer, sous toutes les formes possibles, à user du seul droit dont ils disposent sans partage : celui de violer le droit. Les quarante-huit inculpés (1), les douze détenus en prison civile, les militaires au secret, sont là pour proclamer la raison du plus fort.

C'est le cas aussi pour les problèmes de la majorité. Le

cap des dix huit mois est difficile à passer. La magie du verbe giscardien s'est émoussée, les difficultés, elles, ont résisté et se sont même alourdies. L'heure est mainte-

président de la République ne recèle peut-être pas autant d'habileté qu'on lui en prête. Pour faire tenir ensemble ce conglomérat d'appétits, électoraux et autres, que constitue la majorité, et disposer d'une marge de jeu suffisante, Giscard a dû multiplier les concessions à ses différentes fractions ; mais ces concessions ne peuvent être accordées qu'en négatif, par amputation de ses projets et intentions ; et le retour à l'immobilisme ne peut, au milieu des multiples conflits latents, que

Gallut attribue à l'affaire est là : Chirac a eu le feu vert pour se lancer sur un terrain qu'il croyait solide, dont il attendait beaucoup pour son prestige, et voilà que le terrain se révèle particulièrement marécageux. Comme toujours en pareil cas, on craint de s'embarquer un peu plus en essayant de s'en sortir, surtout quand on se demande si les copains vont tirer ou pousser.

Cela se traduit concrètement par cette alternative : ou engager la « désescalade » au risque de se déconsidérer — surtout après avoir mis en marche une telle machine — ; ou porter la répression à un niveau supérieur, ce qui ne peut se concevoir qu'à coups de provocations, d'usage de faux (étant donné le vide des dossiers) et d'un peu plus d'illégalité, au risque de tomber d'encre plus haut. En attendant, on garde les otages qui sont les principales victimes de ces sinistres combinaisons.

la clé du problème

Alors, qui détient la clé du problème si ce n'est les forces de gauche dans leur ensemble ? Elles seules peuvent porter un coup d'arrêt à la répression, ce qui ne constituera pas seulement une réaction de défense, mais une défaite politique infligée au pouvoir et une accentuation décisive de ses contradictions. Rien ne peut s'y opposer. Le travail a été préparé par tous ceux qui, comme nous, ont résisté sans ambiguïtés aux attaques du pouvoir. Aujourd'hui, le jeu de cache-cache auquel se sont livrés à cet égard le PCF et le PS doit et peut cesser. Si ce n'est pour des considérations de morale politique, que ce soit au moins par réalisme. Leur raisonnement, selon lequel cette affaire pouvait être mauvaise pour la gauche, s'est en effet révélé doublement erroné.

(1) Notre camarade André Dirr, secrétaire fédéral du Haut-Rhin, vient à son tour d'être inculpé.



nant aux manœuvres politiques, grandes, petites et basses. A travers la question dite du « rééquilibrage » — illustrée par le dernier épisode JJSS malgré ses inévitables dehors folkloriques — est posée celle du leadership sur la majorité. Et donc celle du rôle actuel et futur de Chirac.

Le pilotage à vue cher au

s'accompagner d'un regain d'autoritarisme.

Mais comment, dans de telles conditions, trouver un axe politique plus au centre ? Telle est la contradiction qu'illustre parfaitement Ponia-towski, celle surtout dont Chirac cherche à tirer profit. Toute la « complexité » que



Si leur crainte principale a été de se sentir mouillés dans un procès dangereux, les révélations des avocats, auxquelles une bonne partie de la presse a été sensible, doivent les avoir fait réfléchir sur la nature exacte des insinuations du pouvoir.

S'ils ont eu peur d'être lâchés par l'opinion « de gauche » en adoptant une attitude solidaire, ils doivent savoir aujourd'hui par les réactions internes ce que confirme le sondage SOFRES publié il y a dix jours par la **Dépêche du Midi**: la gauche désapprouve la répression, ne croit pas aux affabulations gouvernementales, et une fraction encore plus large de l'opinion condamne le recours à la Cour de sûreté de l'Etat.

Voilà qui explique sans doute qu'au cours des dernières semaines les appels pour la libération des emprisonnés se soient multipliés, avec beaucoup moins de ces restrictions scandaleuses que nous avons dénoncées. Ressaisissement un peu honteux, mais ressaisissement quand même. Seulement, il ne faudrait pas s'en tenir là ! Les détenus, en plus d'être les jouets de la droite, ne vont pas simplement servir à restaurer la bonne conscience un instant ébranlée de la gauche ! Non : les conditions sont réunies pour qu'une campagne de masse s'organise, tant pour leur libération et l'arrêt de toutes les poursuites que contre l'arsenal répressif de la cinquième République mis en évidence par cette affaire. Cela aura au moins autant d'importance que la rédaction de préambules constitutionnels dont le pouvoir a montré comment il en usait.

Le paysage politique est en train de changer. A droite. Mais à gauche aussi : ça a commencé et ça continuera si nous savons nous y employer, puisque jamais l'exigence d'une unité reconstruite sur des bases claires n'a été aussi évidente, et aussi partagée par beaucoup de ceux qui, il n'y a pas si longtemps encore, nous considéraient avec scepticisme et qui comprennent bien mieux aujourd'hui nos raisons de combattre. Le PSU de 1975, c'est une base de départ solide pour les luttes de l'année qui s'ouvre. Déployons encore plus nos efforts. Beaucoup l'attendent de nous. Et sans doute, les premiers, les camarades détenus et inculpés.

Michel MOUSEL ■



Pas de trêve

Comme nous l'avions annoncé, il n'y a pas eu de trêve de Noël ou du jour de l'an dans la bataille pour la libération des camarades emprisonnés. Partout, les 24 et 31 décembre, des actions et des manifestations ont eu lieu. Des démonstrations massives se sont réalisées, en particulier à Paris.

Après la période des manifestations (du 5 au 18 décembre), le mouvement de solidarité a entamé une période d'extension et de consolidation. La campagne pour le millier de signatures a permis la constitution de centaines de comités locaux sur une large base de masse. La tendance, que nous avons déjà notée, à voir nombreux des militants du PS, du PC, de la CGT, désavouer la pratique de leurs directions et à s'engager dans le combat unitaire semble bien être générale.

Car les effets de la journée du 18 ne sont pas prêts de se dissiper. On

se souvient que dans de nombreux cas, ce jour-là, le sectarisme « frappant » du PC et de la CGT (et de leur service d'ordre) avait créé au sein de ces organisations, comme chez leurs partenaires, de profonds remous. A Brest, l'UL-CFDT a publié une longue déclaration condamnant les méthodes du PC et de la CGT ; à Pau les affrontements ont été si violents (plusieurs blessés dans les rangs du cortège PSU, LCR, OCR) qu'une pétition circule dans plusieurs entreprises (Turbo-meca, SNPA, hôpitaux...) contre les agressions subies par plusieurs responsables CFDT. A Chambéry et à Limoges, les sections du PSU ont été contraintes d'en appeler au jugement des travailleurs eux-mêmes en publiant des lettres ouvertes.

Dans cette dernière ville, le PSU appelle toutes les organisations à participer à un débat public. A Be-

sançon, l'UL-CFDT dans une « lettre ouverte » aux organisations politiques et syndicales signataires et soutenant le Programme commun écrit : « Il ne suffit pas d'élaborer des chartes des libertés. Encore faut-il manifester concrètement sa solidarité quand l'occasion se présente et se dispenser de jeter l'anathème sur les autres lorsqu'on n'est pas d'accord avec eux. L'union locale CFDT s'interroge sur ce double langage et vous demande des explications ».

Certes ces problèmes étaient prévisibles vue l'orientation de ces organisations. Est-ce une raison pour abandonner la bataille unitaire ? Au contraire. La pratique des comités locaux prouve que, sans rien céder sur le fond, l'initiative peut entraîner ou contraindre à l'action.

M.N. ■

14 jours

Après 14 jours de grève de la faim, M. Robert Jullien, père de notre camarade Bertrand Jullien (membre du Bureau national d'IDS) incarcéré à la Santé, a dû interrompre son action pour cause de grave maladie. Plusieurs associations d'anciens combattants ont pris une position de solidarité avec lui.

Douze détenus

Fleury-Mérogis (27 avenue des Peupliers, 91700 Sainte-Geneviève-des-Bois) : Claude **Baudouin** (Verdun PSU-CFDT) ; Gérard **Léger** (CDA Lyon) ; Maryvonne **Marcoux** (Lyon).
Fresnes (1, avenue de la Division Leclerc 94251 Fresnes) : Gérard **Jussiaux** (CFDT Besançon, PSU) ; Michel **Oger** (BA Cazaux) ; Jacques **Stambouli** (UL-CFDT 14e) ; **Ali Touati** (Groupe libertaire Pré-Saint-Gervais) ; Igor **Mondo** (Lyon) ; Armand **Creus** (LCR Lyon).
Santé (42, rue de la Santé, 75674 Cédex 14) : Bertrand Jullien (information pour les droits du soldat, PSU Paris) ; Dominique Pucciarelli (Lyon) ; Yvan Houssin (Nîmes).

les frayeurs du juge Gallut

Le juge Gallut aurait été terrifié par le contenu des dossiers des 48 inculpés devant la Cour de sûreté de l'Etat.

Cela justifiait sans aucun doute d'arrêter Madame Colson dans sa classe à Chaumont ou d'emmener Bertrand Jullien, menottes aux poignets, de son lieu de travail au siège de la PJ.

Les 25 défenseurs des inculpés, en décidant de lever le secret de l'instruction, nous fournissent les preuves du soi-disant complot international. Pêle-mêle, on trouve dans la moisson des policiers des tracts de Chaumont et Besançon revendiquant les droits démocratiques dans l'armée, un questionnaire sur des camps militaires rédigé par les commissions armée et agricole du PSU, une directive du PSU diffusée à des centaines d'exemplaires, des feuilles de soldats, des exemplaires du **Soldat**, journal d'IDS diffusé publiquement par IDS à des milliers d'exemplaires, des tracts de soutien aux luttes des soldats, diffusés par la CFDT. Tout cela tournerait à la farce s'il ne restait pas encore 12 militants emprisonnés.

Au reste l'opinion publique commence à ne plus supporter cette comédie comme en témoigne le sondage publié par la peu gauchiste SOFRES dans la **Dépêche du midi** du 29 décembre 1975, révélant que la majorité des personnes interrogées ne comprennent pas l'inculpation des soldats et militants devant la Cour de sûreté de l'Etat. Il serait bon que le pouvoir en prenne conscience.

Le coup de Krivine

* Dans un article de **Rouge** consacré au « coup du pouvoir », Alain Krivine éprouve le besoin de s'en prendre au PSU. Ce n'est pas la première fois que **Rouge** s'y emploie, mais l'attaque est particulièrement mal venue au moment où toutes les forces qui sont partie prenante de la lutte pour la libération des soldats et militants emprisonnés se doivent de renforcer leur unité d'action.

Selon Krivine, le PSU « qui a refusé le compromis imposé par la gauche a vu sa politique d'unité populaire échouer ». Quelle profondeur politique ! Ainsi, pour Krivine, l'unité populaire se confond avec l'unité à tout prix. C'est précisément parce que nous avons refusé un compromis qui ne correspondait en aucune façon aux intérêts et aux aspirations des masses populaires — et que nous étions là pour le refuser — que nous avons vu non pas échouer, mais, au contraire, progresser vigoureusement dans les semaines qui ont suivi le mouvement d'unité populaire en faveur de la libération des emprisonnés et des positions que nous avons défendues sur l'armée. Ceci, les manifestations du 18 décembre et la collecte des signatures l'ont bien montré, jusque dans les rangs du PS et même de la CGT et du PC.

« Opportunisme politique » et « sectarisme d'organisation », continue Krivine sur sa lancée. Bel exemple d'opportunisme et de sec-

tarisme, en effet, celui que nous avons donné le 15 décembre, puisque nous nous sommes refusés à condamner les « groupes » jugés par les six organisations « irresponsables » et coupables « d'activités antimilitaristes ». C'est ainsi que nous aurions encore, selon Krivine « choisi ce moment pour condamner l'antimilitarisme ». Alors que, le jour même, comme nous l'avons rapporté dans **TS**, la délégation du PSU s'est désolidarisée de toute condamnation de l'antimilitarisme. Nous avons, en même temps, précisé que le mouvement des soldats — et c'est vrai de l'Appel des 100 aux syndicats de soldats — ne s'est pas situé sur le terrain de l'antimilitarisme.

En matière de « sectarisme d'organisation », la LCR nous avait cependant donné des leçons. Une semaine avant la constitution de la section syndicale du 19^{ème} RG de Besançon, **Rouge** n'écrivait-il pas que le PSU « n'a jamais pris ses responsabilités dans les casernes ». Et quelques jours après, dans **Libération**, la LCR accusait IDS et le PSU d'être « prêts à brader une partie des acquis des comités de soldats pour ne pas se couper des organisations réformistes ».

A part ça, comme dit Krivine, « le débat est ouvert » dans les meilleures conditions.

G.Y. ■

préparation du 22^e congrès du PCF

un pas en avant

Le débat qui se développe dans le PCF autour de la préparation du 22^e congrès n'a pas le caractère assez vif, souvent contradictoire, qu'avait pris la discussion préalable au congrès précédent. Il est vrai que le texte actuellement soumis à la réflexion des militants communistes soulève moins de problèmes que la « Charte » de l'Union du peuple de France dont ils avaient à discuter il y a deux ans. On se souvient des inquiétudes qu'avait suscitées la perspective d'un compromis historique « à la française » entre le mouvement ouvrier et les forces bourgeoises non-monopolistes, patriotiques et démocratiques. Le 21^e congrès avait du reste abouti à une sérieuse atténuation des propositions initiales du Comité central, et la politique de la main fendue y avait été remplacée par une tactique de harcèlement du parti socialiste et d'affirmation systématique du rôle du parti.

un concert bien réglé

Il est douteux que le 22^e congrès soit l'occasion d'un tel revirement. Le document préparatoire soumis à la discussion ne présente pas d'aspects très novateurs : il s'agit plutôt d'une synthèse des principaux textes d'orientation stratégique du PCF. Aussi n'est-il pas étonnant que la grande majorité des « tribunes de discussion » publiées dans **l'Humanité** et **France Nouvelle** soient consacrées à une défense et illustration souvent laborieuses des positions du parti, ou à leur pure et simple paraphrase.

Dans ce concert bien réglé, au milieu de cette mélodie aussi connue que soporifique, quelques accords discordants se font entendre. Contrairement aux réticences enregistrées avant le 21^e congrès, ces discordances ne sont pas toutes de la même tonalité. Elles manifestent ensemble une certaine insatisfaction quant au texte du Comité central : mais cette insatisfaction n'a pas les mêmes origines, ni les mêmes motifs.

le but caché...

D'un côté, on rencontre une certaine résistance à la stratégie de conquête légale du pouvoir et d'accès pacifique au socialisme. Non pas que les militants communistes qui l'expriment ressentent clairement la contradiction entre l'affirmation de la nature révolutionnaire du PCF et la perspective stratégique qu'il trace : mais cette dernière leur semble trop exclusive, et l'image qu'elle donne du passage au socialisme trop « idyllique », pour reprendre le terme précis employé par l'un d'entre eux. Le texte leur paraît sous estimer la résistance développée par la bourgeoisie face à un gouvernement de gauche : ils regrettent l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat...

Ces préoccupations semblent justes. Mais ceux qui les expriment ne contestent pas la nécessité d'une conquête légale du pouvoir, passant par l'exercice des fonctions gouvernementales dans le cadre de la jeune génération — le mythe stalinien du « but caché », de l'objectif

intangibles que l'on atteint par de sinieux détours tactiques, la tradition de la tactique légaliste insérée dans une stratégie « révolutionnaire ». Cette tradition stalinienne, certains d'entre eux la restituent froidement à propos de l'exercice des libertés : avant la conquête du pouvoir, il faut développer les libertés, afin d'en user contre ses adversaires, mais après...

Cette tendance au repli exprime l'inquiétude de militants attachés au PCF, pour qui celui-ci était « le » parti de la classe ouvrière, et qui craignent son affaiblissement au profit du PS. La tentation du « pas en arrière », présente chez une partie de la direction du PCF, n'a pas triomphé. Mais aucun tournant décisif n'a encore été pris dans l'autre sens : l'orientation du PCF a été précisée, sa tactique corrigée, sans pour autant qu'une révision d'importance ait été entreprise.

...ou le réformisme vrai

Un courant « révisionniste » par rapport à la tradition stalinienne du PCF s'est également exprimé dans le débat — d'une manière plus ou moins directe, bien entendu. Plusieurs tribunes libres montrent des préoccupations inverses de celles qui animent les « gardiens de la foi » évoqués plus haut. Elles témoignent que de nombreux militants communistes souhaitent voir leur parti aller jusqu'au bout de la démarche qui l'a conduit à se rapprocher du PC italien, à se démarquer de l'URSS, à préciser sa conception pacifique et gradualiste du passage au socialisme. Elles révèlent l'incompréhension éprouvée par ces militants devant les attaques lancées contre le PS. Dans **France Nouvelle** du 5 janvier, un militant de l'Université de Besançon s'interroge : « sur les difficultés réelles et concrètes que (le parti rencontre) dans la mise en application (de sa ligne générale) ». Il aboutit à un constat des limites et des insuffisances de l'action du PCF, insuffisances aggravées par le renouveau de la social-démocratie. La voie qu'il indique pour redresser cette situation, c'est en fait « l'italianisation » du PCF (y compris au plan interne), une transformation de son action lui permettant d'étendre son influence (sur les classes moyennes notamment) et de se montrer « pleinement compétitif » face à la concurrence socialiste.

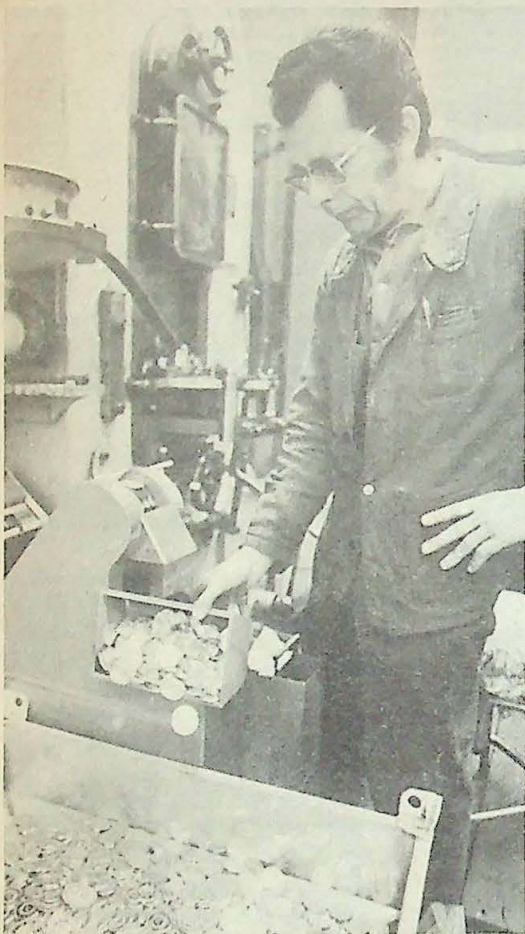
Ces remarques sont intéressantes. Elles ont peu de chance d'être entendues : malgré ses changements d'orientation et de tactique, le PCF reste marqué par une tradition très particulière, profondément différente de celle du PCI. Pas plus que les critiques passivistes, elles n'indiquent la voie d'un « redressement » révolutionnaire du PCF. Elles esquissent, face à un « révolutionnarisme » factice où la domination du parti est à la fois le moyen et le but final, un « réformisme vrai ». Mais elles témoignent des difficultés actuelles du PCF et des incertitudes qui s'y développent. Le temps du parti « sûr de lui et dominateur » serait-il terminé ?

Pierre CAIN ■

un pas en arrière

Constatations et alibis

L'économie mondiale capitaliste connaît sa crise la plus grave depuis la grande dépression des années trente ; voilà un fait aujourd'hui universellement reconnu, même par M. Kissinger. Mais cette constatation sert le plus souvent d'alibi puisque les responsables politiques ou le patronat s'empressent d'ajouter que le plus dur est passé, que la reprise s'amorce, que le bout du tunnel est en vue. Ce jugement est-il fondé ? Le capitalisme est-il aujourd'hui capable d'éviter une stagnation de plusieurs années comparable à celle enregistrée dans les années trente ?



de l'argent à la pelle ?

Quatre idées permettent de cerner les caractéristiques originelles de la récession actuelle en la replaçant, à l'échelle mondiale, et pour ce qui concerne la France, dans une perspective longue.

Les mécanismes de la récession

● L'économie mondiale était depuis plusieurs années en situation de « crise latente » : ses manifestations les plus connues en ont été l'accélération de l'inflation depuis 1968, la dégradation du système monétaire international (succession de mouvements spéculatifs sur les monnaies et de changements de parité depuis la dévaluation de la Livre en 1967), la coexistence de l'inflation et du chômage, phénomène si peu maîtrisé que le terme de stagflation a été inventé pour se substituer à une explication.

● Cette situation de crise latente doit être analysée par référence aux conditions de l'accumulation du capital depuis la seconde guerre mondiale, qui s'est déroulée selon un rythme de croissance encore jamais connu dans l'histoire du capitalisme. Il est probable que ce mouvement est, dans une large mesure, lié à l'ouverture des frontières et à la libéralisation des échanges internationaux : incitant chaque bourgeoisie nationale à conquérir de nouveaux marchés extérieurs, cette forme aiguë de la concurrence des capitaux donnait naturellement naissance à la recherche de gains de productivité et à l'extension des capacités de production : il y a là en germe un alourdissement de la structure du capital par l'élévation de sa composition organique et une menace sur les conditions ultérieures de rentabilisation des masses de capitaux investis. Cette phase d'accumulation intense a trouvé ses limites, depuis plusieurs années déjà, dans certains pays (USA, Royaume-Uni, Allemagne) où l'on note depuis quatre ans un net ralentissement de la croissance de l'investissement.

● Par rapport à cette caractérisation de l'économie mondiale, on doit noter que l'industrie française est entrée tardivement dans la crise : les structures archaïques du capitalisme français le situaient en effet en retard dans le concert de la concurrence internationale et lui ont procuré, dans la période récente (depuis 1968 ou 1969 par exemple) l'occasion d'un développement industriel, exceptionnellement rapide, se produisant sur la toile de fond d'une réorganisation du capital financier et d'une rapide redistribution des activités, transférées des secteurs « en déclin » (comme le textile) au bénéfice des secteurs « en expansion rapide » (mécanique, automobile, électricité). L'accumulation du capital s'est donc poursuivie en France depuis 1968 à un rythme extrêmement soutenu ; de ce dynamisme passé, on peut également fournir une illustration conjoncturelle en notant que la production industrielle se renverse pour l'ensemble de la zone OCDE à partir de novembre 1973, et même plus tôt pour l'Allemagne (printemps 1973) ou les USA (été 1973), tandis que la production française reste en croissance rapide jusqu'au mois de septembre 1974.

● Cette analyse montre qu'il est tout à fait excessif d'imputer à la hausse des prix du pétrole la responsabilité exclusive d'une crise que les conditions antérieures de l'accumulation suffisaient à porter en germe ; ce qui est vrai, en revanche, c'est que le déficit pétrolier

a cristallisé ces tendances de fond et transformé la crise latente en récession profonde. Le mécanisme de déclenchement peut être saisi, de manière très intuitive, en relevant que les recettes nouvelles des pays producteurs de pétrole leur donnent un pouvoir d'achat sur les biens fabriqués dans les pays industrialisés ; si le volume de la production reste inchangé, il y a donc, pour une même quantité de travail fourni, une baisse des quantités de biens (et donc de revenus disponibles à distribuer dans les pays industrialisés).

Ce que révèle ce raisonnement, c'est que la hausse du prix du pétrole représente un transfert de pouvoir d'achat des pays industrialisés vers les producteurs de pétrole. La conséquence de ce phénomène n'est pas inscrite dans les lois de la nature ; en régime planifié, il eut été tout à fait concevable que l'organisme de planification réalise une augmentation progressive de la production ; au bout de deux ou trois ans, celle-ci permettait de satisfaire simultanément la demande nouvelle des pays producteurs et une progression comparable à celle du passé pour la demande intérieure ; c'est donc bien à la logique même du capitalisme que l'on doit l'impossibilité d'une telle évolution.

Le gouvernement choisit le chômage

La menace récessionniste que portait en germe la hausse du prix du pétrole a été clairement perçue dès le printemps 1974 : le gouvernement choisit alors de la combattre en l'amplifiant ! L'accélération de la hausse des prix en fournit le prétexte. Un plan d'austérité — augmentation des impôts, resserrement de la politique du crédit — est mis en œuvre à l'été.

La réaction des entreprises est, à l'automne 1974, extrêmement brutale et se traduit par un mouvement de déstockage d'une ampleur jamais vue : pour satisfaire l'augmentation de la demande, les entreprises, au lieu d'accroître le volume de la production, réduisent le montant de leurs stocks ; la baisse de la production est immédiate, et le niveau atteint durant l'été 1975 est inférieur de 18 % à celui enregistré un an auparavant. Le corollaire en est une augmentation massive du nombre des chômeurs.

Peut-on dire au moins — compte tenu de la gravité de l'évolution enregistrée depuis un an — que la crise est derrière nous ? Ou bien, au contraire, la gravité du sous-emploi actuel interdit-elle que des mécanismes, de même nature que ceux observés sur le passé, provoquent une reprise progressive de la croissance ? Trois points doivent être pris en considération pour éclairer ce dilemme.

1) La réduction des effectifs employés par l'industrie est très inférieure à celle qu'exigerait la baisse enregistrée au niveau de la production : en d'autres termes, il y a actuellement, et à un niveau très global, plusieurs centaines de milliers de travailleurs en sur-

psu documentation

Vient de paraître :

N° 100 - 101 Chili 1970-1973 Les femmes dans l'unité populaire 4,00

Numéros disponibles :

N° 98 - 99 Le syndicalisme à Pécole 4,00
 N° 96 - 97 Le Syndicat de la magistrature 4,00
 N° 94 - 95 Militer contre le militarisme, fascicule 2 4,00
 N° 92 - 93 Une section du PSU à Paris 4,00
 N° 89 - 90 - 91 Militer contre le militarisme, fascicule 1 6,00
 N° 86 - 87 - 88 Le chômage sous-produit du capitalisme 6,00
 N° 85 Le PSU analyse le rapport Sudreau 2,00
 N° 78 - 79 Sur la question agraire 3,00

N° 56 - 57 Sionisme et libération 4,00
 N° 52 - 53 - 54 Quand les patrons vont à l'école 3,00
 N° 51 Le recrutement 1,00
 N° 42 - 43 - 44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université 3,00
 N° 27 - 28 - La crise du système monétaire international 2,00
 N° 26 Rosa Luxembourg 1,00
 N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes 2,00
 N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse 2,00

Abonnement 20 n° 30,00
 A adresser à :

Editions Syros, 9 rue Borrromée, 75015 Paris C.C.P. 19706 28 Paris.

nombre. Si la reprise ne se produit pas, il y a fort à craindre que des licenciements massifs se produisent dans les prochains mois.

2) Les conditions imposées par les travailleurs dans les négociations salariales ont permis, depuis 18 mois, de limiter la réduction du pouvoir d'achat. Il ne faut pas sous-estimer la portée des « succès » enregistrés sur ce point : ils ont conduit dans de nombreuses entreprises à une dégradation plus ou moins sensible des bénéfices, et donc à une réduction de la rentabilité des capitaux.

3) Au total, la situation actuelle est, du point de vue des entreprises, caractérisée par deux phénomènes essentiels :

— une très forte sous-utilisation de leurs équipements ; selon l'INSEE, la marge de production inutilisée serait actuellement de 30 %,

— la rentabilité actuelle du capital et ses perspectives à venir sont médiocres. De la conjonction de ces deux phénomènes, découle l'idée que les décisions d'investissement sont aujourd'hui extrêmement prudentes : elles marqueront très certainement une réduction en volume en 1976. Il n'y a là que la conséquence logique des conditions de l'accumulation capitaliste : on investit non pour satisfaire des besoins, mais pour réaliser des profits ; lorsqu'il est possible de produire plus sans équipement supplémentaire, lorsque les perspectives de rentabilité sont au plus bas, l'accumulation est bloquée.

Face à cette situation, le gouvernement a jugé politiquement prudent de montrer qu'il se préoccupait de l'évolution du chômage : mais si, durant l'été dernier, deux politiques alternatives de relance étaient envisageables, on peut dire, sans risque de se tromper, qu'il a choisi la plus « inefficace » (à moins que l'objectif n'ait pas été de lutter contre le chômage)... se contentant de distribuer des aumônes aux plus défavorisés, des cadeaux fiscaux considérables aux entreprises dans l'espoir de les inciter à investir. Hélas, les entreprises n'investissent, comme on l'a vu, que pour satisfaire la demande et, de ce point de vue, les cadeaux fiscaux ne changent rien à la situation : la baisse de la fiscalité, cela fera donc des profits dans les comptes d'entreprises bouclés en fin d'année, cela ne créera pas un emploi supplémentaire.

Lutter pour les salaires

C'est pourquoi une autre logique est nécessairement à l'ordre du jour. Si l'investissement privé ne peut pas être le moteur de la relance, il faut stimuler la consommation et, pour cela, distribuer des revenus à ceux qui consomment : une hausse substantielle des salaires est le seul moyen de relancer l'activité ; est-elle possible ? La réponse est affirmative, compte tenu des gains de productivité que permettrait de réaliser un élargissement de la production ; rappelons ce qui a été dit plus haut sur le sous-emploi des équipements et sur les travailleurs en surnombre : pour peu que soient ouverts des débouchés nouveaux, la production peut être accrue rapidement de 5, voire 7 ou 8 %

A ce niveau, apparaît la contradiction principale du capitalisme concernant « le caractère social de la production et son appropriation privée » : cette affirmation, souvent répétée, a une sanction très précise aujourd'hui. Chaque entreprise, isolément, a bien évidemment intérêt à ce que les salaires qu'elle verse soient les plus faibles possibles ; la réduction du pouvoir d'achat est donc le slogan à l'ordre du jour chez les patrons ; de ce fait, les capacités de production sont aujourd'hui massivement sous-utilisées.

Contre cette logique de l'anarchie et du gaspillage, les travailleurs peuvent imposer leur solution.

Jacques LEGOUEDIC ■



Concorde l'avion de la discorde

Le rêve réalisé : petit coq gaulois deviendra grand oiseau pourvu que l'oncle Sam lui prête vie.

chômage : comme

Pour une fois, lors de l'émission d'A. Jammot, sur A2, les dossiers de l'écran sur le chômage, le film introductif n'était pas le sempiternel prétexte d'évasion sans rapport réel avec le sujet retenu. Le formidable document réalisé par Ange Costa, sur trois expressions différentes de la détresse provoquée par le chômage, était partie prenante au débat et en constituait même le pivot central. Avec Daniel, Claude, Simone et un million d'autres, nous avons eu droit à une authentique tranche de vie saisie dans le vif de ce qu'est réellement la société française d'aujourd'hui.

◆ Daniel, le jeune chômeur qui n'a jamais travaillé, n'a donc jamais pu exercer son « métier » d'ajusteur. Sa détresse, sous les dehors décontractés de son âge, prend valeur de symbole de la difficulté d'être jeune dans la société giscardienne et de la révolte latente de toute une jeunesse contre un système inique. Simone, elle, était ouvrière aux tanneries d'Annonay. Après la lutte exemplaire que l'on sait, les travailleurs ont contré la volonté patronale de liquidation de la boîte. Le chômage était tombé là « **comme une brique sur la tête** » et, à travers Simone, nous est conté le drame d'être trop vieux pour le travail et trop jeune pour la retraite. Comme le dira un tanneur, profondément attaché à un métier original dont la disparition l'atteint dans sa dignité d'homme, « **après une année de lutte, le climat aura changé** » : tout le cheminement d'une conscientisation est suggéré avec brio dans ces quelques images.

Mais le traumatisme causé par le chômage, l'harassant travail de Sisyphe que constitue la réponse aux petites annonces, la formalité du pointage, paraissent encore plus dégradants à Claude, un cadre supérieur que le

système a rejeté avant de l'avoir complètement usé. Car ce cadre de direction qui menait grand train en Afrique et fréquentait les ambassades, tombe de haut. La misère morale est encore bien moins assumée par sa femme que par lui qui garde un calme apparent alors que les 90 % du salaire vont cesser dans 18 jours. Le documentaire révèle l'enfer carcéral intérieur auquel l'a inconsciemment conduit l'individualisme qui est en fait le credo de sa vie. Cela le pousse maintenant à se révolter, non pas contre le système social qui engendre le chômage mais contre les murs !

Il y a des moments privilégiés où la télévision témoigne, parle vraiment le langage spécifique qui doit être le sien. **Un million d'autres** est la preuve qu'une autre télévision est possible, mais qu'on ne veut pas la faire habituellement. Parce que cet extraordinaire moyen de communication de masse risque de devenir subversif s'il remplit sa triple mission d'information, de formation et d'éducation.

C'est dire, comme l'a souligné Jacques Delors qui participait au débat, que le film se suffisait à lui-même. Le débat a joué par rapport au film un rôle de pare-feu. Au départ les dés étaient pipés : au nom d'une conception très particulière de la liberté d'expression, on avait rassemblé onze « dé-batteurs » sous la houlette de J. Pasteur. La brièveté du temps de parole favorise ce qui est alors une entreprise de pseudo-information puisque chacun est obligé de schématiser, d'aller à ce qui lui paraît le plus important ou de ne s'adresser en fin de compte qu'aux initiés. Devant un tel débat du plus parfait académisme, on est en droit de s'interroger sur ce que retiendra

Le pain et

Deux thèmes majeurs s'imposent à l'attention des travailleurs : la misère et la répression. Ils sont complémentaires : plus croît la misère, et le mécontentement qui en découle, et plus fréquent est le recours des autorités à la répression. Ignorer leur interdépendance, c'est favoriser la manœuvre gouvernementale. Or, à l'occasion des poursuites contre les militaires et les militants favorables à la démocratisation de l'armée, on a eu l'impression que la gauche traditionnelle accordait la priorité à l'action revendicative et ne s'engageait qu'à contre-cœur dans la lutte contre la répression.

Dangereuse discrimination ! Si l'offensive contre la prétendue « **démoralisation de l'armée** » n'est pas repoussée, si la réplique des travailleurs n'est pas suffisamment ferme, la répression se renforcera sur d'autres secteurs du front de classe, et notamment dans et autour des usines. Contre l'occupation par les ouvriers en grève, tolérée tant bien que mal jusqu'à présent, des mesures de plus en plus rigoureuses sont appliquées. Contre les manifestations populaires, les « **forces de l'ordre** » interviennent avec une violence accrue. Edmond Maire dénonce, à juste titre, « **la politique libérale du gouvernement en passe de devenir liberticide** »

Le pouvoir ne se contente pas de frapper à coup de matraque. Il frappe aussi à la caisse. L'Etat-patron poursuit des syndicats en dommages et intérêts sous pré-

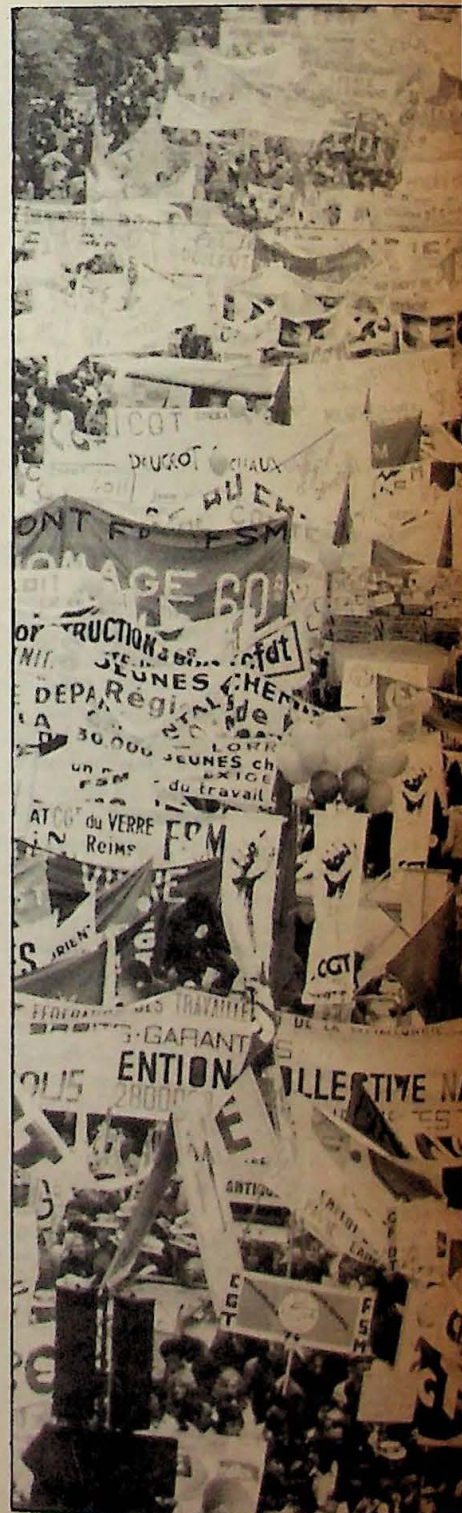
texte de violation des accords d'entreprise ou des conventions collectives. Le patronat cherche à profiter de la crise pour contre-attaquer. Un patron, responsable de la mort d'un ouvrier, ferme « son » chantier lorsqu'il est arrêté pour homicide par imprudence. Il oblige « ses » employés, sous menace de chômage, à réclamer son élargissement. Un autre, en conflit avec le fisc, ferme lui aussi « son » usine, renvoie ses ouvriers et fait ainsi chanter les autorités. Les petites et moyennes entreprises, menacées de disparition ou d'absorption, raidissent leur attitude. Gingembre lance une « **croisade** » patronale contre les « **minorités agissantes** ». Le CNPF qui soutient et finance cette campagne annonce par la voix de Ceyrac que, malgré la reprise économique, il ne faut pas espérer l'amélioration des salaires en 1976.

Et pourtant, si nombre d'entreprises, petites et moyennes, sont au bord de la faillite, rien de pareil n'existe, sauf exceptions, dans les grandes firmes capitalistes. Bien mieux, leurs bénéfices **avoués** — et l'on sait à quel point ils sont camouflés — ont sensiblement augmenté en 1974 par rapport à ceux de 1972 et 1973. Aidés par les banques, qui prospèrent, et par le gouvernement, qui se montre à leur égard bien « **généreux** » les géants, uni ou multi-nationaux, s'emparent des marchés, achètent ou liquident leurs concurrents, s'enrichissent sur la misère du peuple.

Telle est la réalité que n'arrive pas à cacher la feuille de vigne des réformes giscardiennes. Réformes en trompe-l'œil, où grosses promesses et maigres avantages font croire que quelque chose change. Nous ne citerons, faute de place, que quelques exemples de cet « **illusionnisme social** ».

Réhabiliter le travail manuel, répétitif et épuisant, quelle aubaine pour les tenants officiels de la « **justice sociale** ». Et les mass media répandent sur les ondes les mots et les images d'un travail manuel rétabli dans toute sa dignité. C'est la façade ! En fait, sans que leur peine soit allégée, sur 6 500 000 travailleurs manuels, quelques 45 000 hommes et 15 000 femmes (moins de 1 %) pourront prendre la retraite à 60 ans. Les restrictions sont draconiennes : travail posté ou à la chaîne pendant 15 ans au moins, et en outre, obligation d'avoir cotisé au cours de 42 ans à la Sécurité sociale, au lieu de 37 ans et demi.

Malgré la semaine de 40 heures, instaurée par le gouvernement de front populaire en 1936, la durée du travail est en France de 42 heures, elle est la plus longue de tous les pays du Marché commun. La loi autorise des dépassements pouvant aller, pour une seule semaine, jusqu'à 52 heures. Faut-il s'étonner que, plus grandit la fatigue et l'inattention, plus se multiplient les accidents de travail ? Les pénalités



n million d'autres

le téléspectateur qui a eu la patience d'aller jusqu'au bout de cet embrouillamini provoqué.

Certes, il a bien été question du constat et de l'ampleur du chômage. Alors on a voulu ergoter sur le dépassement ou non du million de chômeurs. Mais le film avait déjà souligné que les jeunes et les femmes ne sont pas considérés comme chômeurs s'ils n'ont jamais travaillé. Les interventions successives (qui ne faisaient pas un débat) se sont engagées sur les causes du chômage. La crise a été servie à toutes les sauces sans que soit mis en accusation le responsable de cette crise, le système de profit qui n'hésite pas à ralentir l'économie tout en maintenant une inflation importante. D'autres, comme le fringant et fascisant jeune président des cadres CGC, ont fait plus qu'insinuer que les travailleurs émigrés étaient de trop dans une France où sévit le chômage. Quant aux solutions proposées, on a certes parlé de la réduction du temps de travail, de l'abaissement de l'âge de la retraite, de la réforme de la Sécurité sociale. On a même été jusqu'à proposer la relance de la relance qui a l'air de manquer de souffle.

Certains comme J. Delors, devant les dures réalités de la lutte des classes, exposaient tout haut leur rêve de réformiste-technocrate et ne voyaient de remède à la chose du chômage que dans le consensus social.

Les représentants des syndicats ouvriers ont singulièrement manqué de punch. Certes M. Krasucki a bien expliqué que la lutte des travailleurs avait sauvé de nombreuses entreprises et maintenu de nombreux emplois, mais le représentant de la CGT avait l'air de singulièrement s'ennuyer.

Quant à Edmond Maire, en parlant d'une autre finalité pour l'économie, il a abordé des thèmes qui nous sont chers ou proches, mais à propos de la crise, le secrétaire de la CFDT n'a guère été convaincant. Pourtant M. Yvon Chotard, vice-président du CNPF, semblait nous promettre au départ un débat plus musclé, lui qui avait l'air choqué que le film montre concrètement des chômeurs. Le patron des patrons semblait s'attendre à tout sauf à ça, dans une émission consacrée au chômage !

Oui, dommage qu'on ne s'en soit pas tenu au film, parce que du débat — duquel seul manquait le représentant du gouvernement (comme si la responsabilité du pouvoir en matière de chômage était justement « au-dessus du débat ») — le téléspectateur risque de retenir ce qu'une certaine propagande s'ingénie à lui fourrer dans la tête. Le chômage est somme toute un moment de la vie du travailleur et il est nécessaire à la mobilité sociale. Pis, les comparaisons avec les chômeurs de la grande dépression de 1930 tendent à insinuer que le chômage n'est pas chose terrible. Ce qui pour le spectateur n'est pas du tout souligné, c'est que, ce chômage d'antan, le capitalisme a su le régler, mais par la guerre. Pour ce qui est du chômage en 1976, face aux travailleurs qui estiment à juste titre que, sans droit au travail il n'est pas de liberté réelle, certaines tentations se font jour pour régler le problème par le biais d'un régime autoritaire qui supprimerait toutes les autres libertés, y compris celle de débattre même sans danger aucun pour le pouvoir aux dossiers de l'écran.

Alain TLEMCEN ■

la liberté

sont bénignes pour les patrons meurtriers. La justice est indulgente pour les possédants, impitoyable pour les « possédés ». Arrêtés par des magistrats courageux des patrons sont libérés sur l'intervention de la Chancellerie, alors que 50 % des emprisonnés sont détenus pendant des mois à titre provisoire.

La campagne contre les heures supplémentaires arrange les patrons et l'Etat qui, en cas de chômage partiel, ne compensent que les heures perdues en deça de 40. D'où la nécessité d'imposer l'autoréduction des rythmes et de la durée du travail sans diminution de salaire. Le gouvernement décide de faire récupérer 10 % des heures supplémentaires, ce qui dispense de les payer et n'accorde à un ouvrier, travaillant 42 heures par semaine, qu'une journée de repos complémentaire par an.

Le chômage frappe en priorité les jeunes. Ils forment plus de 50 % de l'armée de réserve du capital. Le contrat emploi-formation, nouvelle tentative de résorber le chômage des jeunes, n'a donné que de médiocres résultats, en raison des réticences des patrons parce qu'ils ne bénéficient pas des subventions de l'Etat, et des jeunes, parce qu'ils ne sont même pas payés au SMIC. Qu'à cela ne tienne ! On propose aux jeunes sans emploi de s'engager dans l'armée, ce qui leur permet au moins de ne pas être à la charge de leur famille.

Quant aux femmes, autres victimes « privilégiées » du chômage, on leur promet de petits avantages très inférieurs au SMIC, en cas de naissance ou d'adoption d'un enfant, à condition qu'elles quittent leur emploi ou qu'elles travaillent à mi-temps. Rien n'est fait pour revaloriser le travail féminin, pour alléger les charges de famille, pour permettre aux femmes d'accéder à des emplois qualifiés.

Les ouvriers étrangers, qui forment 8 % de la population active, sont « encouragés » à regagner leur pays d'origine. Les frontières françaises leur sont fermées, on refuse à ceux qui s'y trouvent, de renouveler leur permis de travail. Tous ces « soutiers » du capitalisme sont les plus vulnérables. Pour eux le slogan « à travail égal, salaire égal ! » redevient d'une brûlante actualité.

Tout en voyant leurs revenus diminuer, les travailleurs subissent les conséquences de la hausse des prix, qui frappe en priorité les produits et les services de première nécessité. Impôts, loyers et charges, traites et engagements divers, obèrent encore le maigre revenu des travailleurs en chômage, dont 50 % seulement sont indemnisés et moins de 10 % touchent l'allocation d'attente de 90 % pendant un an au plus.

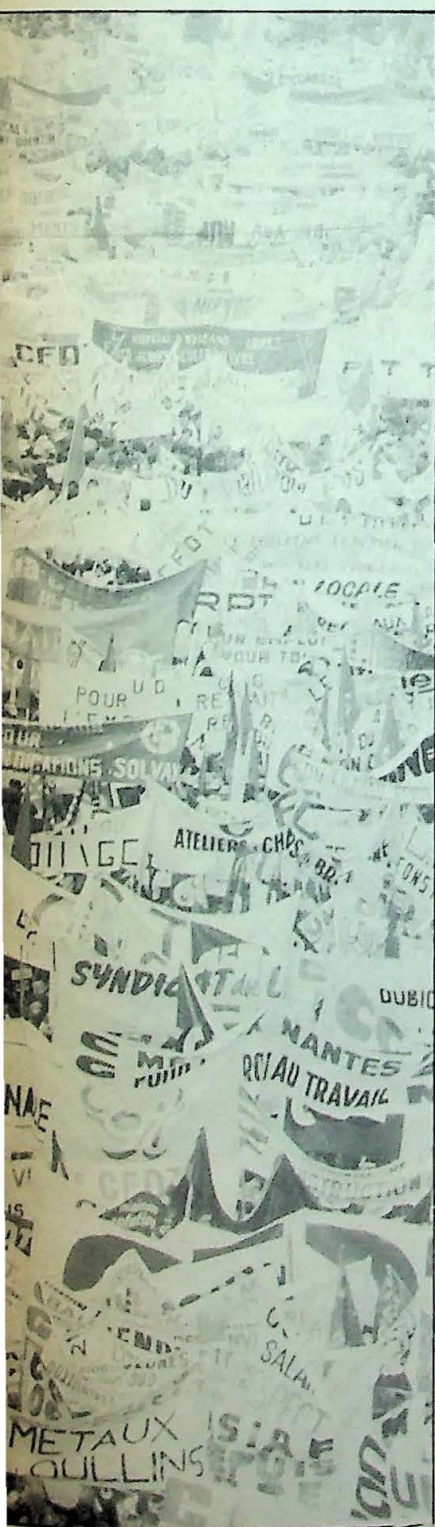
Il importe de s'opposer à toute suppression d'emploi, à toute fermeture d'usine, ainsi qu'aux expulsions et saisies, quelle

qu'en soit l'origine. Il faut imposer l'indemnisation de tous les chômeurs, ce qui est loin d'être fait, ainsi que le moratoire de toutes leurs créances.

Quelques réticences subsistent à l'égard des comités de chômeurs, dans certains syndicats. C'est une grave erreur. Isolés, un chômeur se sent désarmé, humilié, mis en marge de la société. Il ne retrouvera sa dignité qu'en luttant avec les autres pour la défense de son sort. Auprès de chaque agence pour l'emploi, il faut former des comités de chômeurs, englobant les syndiqués et les non-syndiqués. Lien personnel de l'ouvrier avec le comité d'entreprise, d'où il a été renvoyé, afin de préserver le droit d'embauche prioritaire ; lien collectif des comités de chômeurs avec les unions locales des syndicats sans en aliéner l'autonomie, voici la double forme d'organisation des chômeurs.

Face aux manœuvres des détenteurs du pouvoir économique et politique, qui manient avec habileté la séduction et l'intimidation, l'unité d'action de toutes les forces ouvrières, politiques et syndicales est indispensable. Les militants révolutionnaires, bien que les plus exposés, ne se laisseront pas cantonner dans une action antirépressive. Ils sont, ils seront encore davantage, au premier rang des luttes revendicatives. Car la défense du pain et de la liberté fait partie d'un même et unique combat.

Victor FAY ■



Noël chaud à la Régie Renault

Une fois encore, les feux de l'actualité se sont braqués sur Renault. Fin décembre, les ouvriers des presses ont fait grève pour obtenir une revendication apparemment minime : l'intégration de la prime « risque-santé », 35 centimes de l'heure, dans le salaire de base.

⊠ Déjà, en mars-avril 1973, ces mêmes OS, comme à Flins et Sandouville, réclamaient le « P1F pour tous », c'est-à-dire la qualification de professionnels. Mais en fait, quelle que soit l'appellation, la direction n'est pas prête à reconnaître globalement la qualification de professionnels aux OS.

Le conflit est donc toujours latent et le problème consiste surtout à savoir quand et où il peut surgir. La Régie s'en préoccupe sérieusement et, dans la mesure du possible, tente de faire face aux conséquences des « grèves thromboses ». Pour cela, elle a recours à une décentralisation des fabrications et à une adaptation du matériel et des installations. Elle met progressivement en place un système lui permettant d'utiliser immédiatement les filiales, ou même des « concurrents » (Citroën « tapait » des pièces Renault sur les outils récupérés chez Chausson, sous-traitant Renault lors de la grève de cette usine). Ce travail de prospection en direction de Berliet, Chrysler, Peugeot ou autres s'amplifie.

Le recours aux filiales étrangères pourrait lui aussi être systématique à condition de disposer

de l'outillage nécessaire : Fasa-Espagne, Iran (R5) ou en Yougoslavie (R4).

C'est l'expansion de l'usine de Douai provoquant un certain transfert de fabrications de Billancourt qui a été à l'origine du conflit car il a tendu à l'apparition d'un personnel dit excédentaire sur les presses de Billancourt. Des mutations en direction d'autres ateliers s'en sont suivies, qui ont eu comme conséquence de faire disparaître la prime versée exclusivement dans les ateliers de presse.

C'est ce que n'ont pu accepter les OS des presses. Il leur fallait absolument garantir leur salaire en cas de changement d'emploi. La réaction brutale de Vernier-Paillez, nouveau directeur musclé de Renault, a été largement soulignée. Le déménagement des outils de presse pendant le pont de Noël constitue son premier fait d'armes en tant que nouveau PDG. Le compromis passé ensuite avec les syndicats (à la différence d'Amaury au Parisien Libéré qui, lui, assure sa production avec de nouveaux ouvriers dans des locaux distincts) illustre simplement la difficulté momentanée d'utiliser à plein des outils qui ne se montent pas sur n'im-

porte quelles presses, n'importe où. Le déménagement était prévisible mais la proposition CFDT d'occupation a été repoussée par les grévistes. Le bilan est maigre.

Le paiement des jours de grève sera extrêmement minime (20 %). L'offre de récupération des heures perdues n'a eu pour l'instant aucun effet sur les ouvriers qui ont compris, entre temps, les difficultés nouvelles du combat. En effet le « déménagement » des outils ne s'est pas fait exclusivement avec une entreprise extérieure, mais avec la participation d'une partie du personnel, et pas seulement de la maîtrise. On cite le chiffre de 110 personnes qui, dans le plus grand secret, ont participé à l'opération. L'ignorance dans laquelle les syndicats ont été maintenus démontre que le personnel sélectionné pour une telle opération a tenu sa langue, ce qui laisse supposer qu'un fichage du personnel « sûr » est en cours. Ce n'est pas le moindre danger.

Les syndicats, en particulier la CGT, ont mené grand bruit au cours du pont de Noël par voie de presse. Mais tous les ouvriers étaient présents à la convocation de la direction dès la reprise du travail et le meeting de protestation du lundi groupait à peine 200 personnes. Il n'y a donc pas de quoi chanter victoire comme le fait l'Humanité du 1.12.75. « Aujourd'hui, un muté se retrouve P1 et dès son stage de formation, il sera payé comme un P1. On le

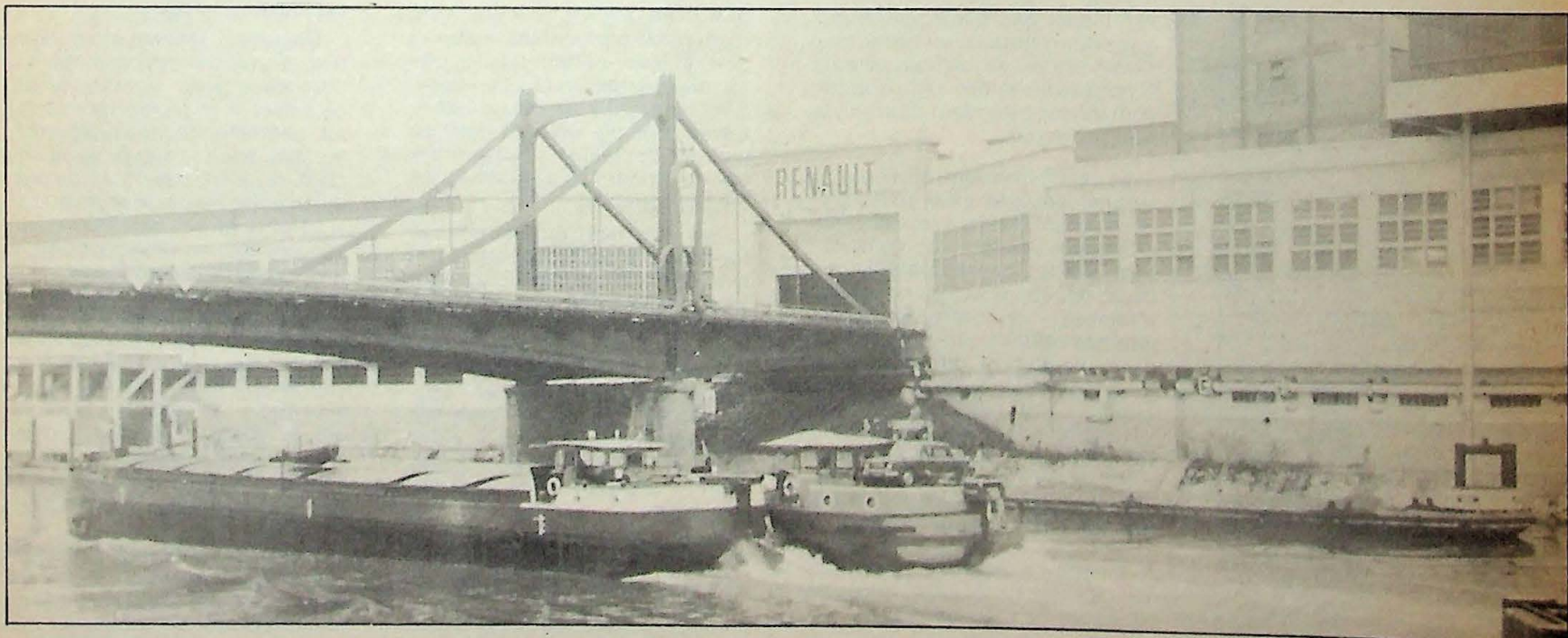
voit, un acquis non négligeable, une idée boule de neige, une de celles qui, inévitablement, aura des retombées dans l'avenir pour les travailleurs d'autres corporations exerçant des travaux aussi pénibles ».

En effet, le « muté » ne continuera à toucher sa prime RS qu'à condition d'être en prêt dans un autre atelier, en continuant donc à figurer à l'effectif du département des presses. En cas de vraie mutation, il n'a, pas plus que les autres OS de son nouvel atelier, aucune garantie de passer professionnel.

Dans l'atelier même des presses, on peut s'attendre à quelques nouvelles nominations de P1, comme il en existait déjà, un nouvel examen des compétences des ouvriers des presses étant en cours. Là encore, la Régie estime, sans doute, que quelques promotions feront bien l'affaire. Nous verrons bien.

Puisse cette nouvelle grève attirer l'attention du personnel et des syndicats sur les dangers évoqués plus haut, montrer la permanence d'une stratégie patronale et gouvernementale et faire apparaître que la lutte des classes ne peut se limiter à un simple harcèlement. Tôt ou tard, l'affrontement est inévitable et le renversement global du rapport de forces devient impérieux. Est-on prêt pour cette bataille ?

H. DUPARC ■



Social en bref

● SOTRACOMET : deux mois de grève pour la Lorraine

Depuis le 25 octobre, les travailleurs de l'usine Sotracomét à Maizières-Metz (construction métallique) sont en grève et occupent les locaux. Le patron a profité de la crise pour retirer ses

billes. Le 5 août, dépôt de bilan. Le 8 septembre : règlement judiciaire, échec des pourparlers pour une reprise de l'affaire. Le 27 octobre, licenciement collectif du personnel avec obligation d'effectuer le préavis légal (pour terminer le boulot en train). Le lendemain, grève générale à l'unanimité à la demande des syndicats CFDT et CGC (les seuls présents dans l'usine).

Les travailleurs de Sotracomét refusent

l'arbitraire de la décision patronale : l'entreprise est moderne, le personnel très qualifié et les solutions de reprise existent ; c'est la gestion qui a été désastreuse. Les travailleurs ont mis la main sur l'entreprise, bloquant les pièces déjà usinées d'une valeur globale de près d'un milliard. Ils ont commencé la popularisation de leur lutte par des actions spectaculaires et organisé la solidarité dans la région sidérurgique.

● Licenciée pour maternité

Josette Préau, institutrice à l'école Marie-Eustelle de Marans (17) a 6 ans d'ancienneté. Elle a été licenciée le 20 mars 1975 pour raisons de santé : elle est enceinte. La commission paritaire départementale, réunie le 24 mai, a accepté le licenciement... mais la commission

Viticulteurs

Le feu qui couve

Poursuite des contrôles routiers et des actions de commandos contre les caves de négociants, suspension du paiement des impôts, organisation d'une journée « villes mortes » dans tout le midi : telles sont les principales décisions prises samedi après-midi à Béziers par le comité régional d'action viticole (CRAV), à la suite de l'entretien que ses leaders ont eu, le 30 décembre dernier, avec Jacques Chirac.

Si quelques points positifs ont été acquis, comme ont tenu à le souligner MM. Maffre-Baugé et Jean-Baptiste Benet, président de la confédération générale des vignerons, ils semblent encore loin d'être suffisants pour désamorcer la grogne des vignerons du midi.

En effet, la création d'un Office national interprofessionnel des vins de table (1) a été annoncée officiellement. Les modalités exactes ont été arrêtées mercredi dernier. Seulement, cet Office, tel que le prévoit le gouvernement, laisse les viticulteurs sur leur faim. En aucun cas, il ne se montre capable de garantir leur revenu minimum, et de maîtriser les importations de vins italiens, principales préoccupations du monde viticole.

Certes, d'autres mesures ont été prises pour limiter les importations, dont la responsabilité incombe aux négociants qui achètent à bas prix des quantités industrielles de vins italiens. Un agrément sera imposé dorénavant au négoce, et les coupages de vins blancs et de vins rouges interdits. Reste à savoir comment ces mesures seront appliquées, et surtout comment les négociants y répondront...

Comme quoi, pour reprendre l'expression de M. Maffre-Baugé, l'un des principaux dirigeants viticoles : « On n'est pas sorti de l'auberge ». Ce qu'a plus ou moins confirmé M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, en présentant ses vœux à la presse accréditée mardi dernier : « Il y a eu, il y a et il y aura encore une crise de la viticulture » a-t-il dit.

1976 sera donc, tout comme l'a été 1975, une année d'action. Les viticulteurs en ont décidé ainsi. « Nous ne voulons pas être des agriculteurs assistés, mais nous voulons vivre de notre travail » a confirmé M. L'Huillet, l'un des dirigeants du comité d'action viticole de l'Hérault. Et M. Romain, porte-parole du CRAV, a ajouté : « nous montrerons au pouvoir que nous sommes assez forts pour arracher notre région à sa situation catastrophique ».

MD

(1) Voir TS n° 679.

L'article 18 ou le débat truqué

La Sécurité sociale et la convention nationale qui régit la distribution des soins sont à l'ordre du jour. Pour clarifier ce débat confus et hypocrite, il n'est peut-être pas inutile de rappeler quelques données élémentaires.

La Sécurité sociale comprend trois caisses à gestion distincte depuis 1967 : la caisse vieillesse, les prestations familiales et la caisse nationale d'assurances maladie (CNAM). Budget global pour 1976 : 180 milliards dont 80 pour la CNAM. C'est cette dernière qui est sous les feux de l'actualité à l'occasion du renouvellement de la convention.

En période d'inflation et de forte croissance, le prélèvement sur le salaire des travailleurs, baptisé par euphémisme « charges sociales » ou « cotisations patronales » alimentait régulièrement ce budget. En cas de déficit, la CNAM puisait dans les excédents des deux autres caisses, ce qui permettait à l'institution médicale d'assurer plus ou moins consciemment des débouchés à l'appareil de production sanitaire dans une indifférence à peu près générale.

Le vent venu des déserts pétroliers et la myopie des technocrates et des politiques spéculant sur une croissance éternelle ont mis en difficulté passagère ce tranquille compérage. Giscard a étendu la Sécurité sociale — sans contrepartie — aux couches sociales qui ont fait pencher la balance en sa faveur ; les entreprises « oublient » sans ennui de verser les sommes collectées ; la CNAM continue de financer l'enseignement des professionnels de santé, l'équipement sanitaire et social etc. Récemment, la CFDT évaluait ces charges indues à 20 milliards. D'où le fameux déficit qui a déjà valu aux travailleurs une charge supplémentaire, l'étude de nouveaux modes de financement étant renvoyée à plus tard...

La convention nationale expirait en mai : prorogée jusqu'au 30 novembre, nous sommes aujourd'hui dans le vide. Il y a deux mois, tout semblait réglé... ou presque.

Le droit permanent à dépassement (DP) avait pratiquement disparu, puisqu'il était codifié et remboursé aux assurés. Subitement, le patronat rétablit le DP dans le statu

quo ante (illimité et non remboursé) et Derlin, le grand bateleur de FO, son complice et président du conseil d'administration de la CNAM annonce que les caisses ne transigeront pas sur la suppression ou la « réforme » de l'article 18 qui interdit aux caisses de créer ou de financer des centres de soins sans l'accord des syndicats médicaux.

C'est ici qu'il faut ouvrir les yeux et que la seule analyse possible de cette attitude doit être répétée : c'est la mise en place du double secteur, vieux projet du patronat jamais démenti : « secteur social » assurant une « couverture minima » par une médecine de caisses gérées par le patronat (Sécurex généralisé) et « secteur libre » auquel on pourra accéder après avoir fait un détour par les guichets des compagnies d'assurances qui ont l'infrastructure adéquate toute prête. L'allégresse de la Fédération des médecins de France face à un projet suffirait à en éclairer la finalité s'il en était besoin. L'arrivée sur le marché du travail de 40 000 nouveaux médecins d'ici à 1980, (Commission Fougère dixit) garantit un recrutement illimité pour cette médecine de caisses patronales ; aucun doute possible là-dessus.

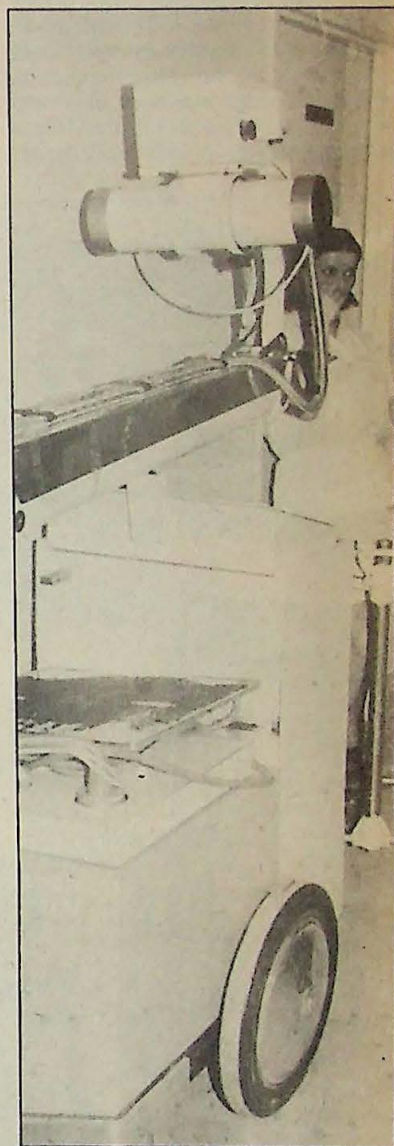
La bataille à mener est claire.

Dans l'immédiat,

- laisser la convention périmée se prolonger pendant six ou douze mois (c'est un état de fait aujourd'hui),
- interdire le double secteur déguisé ou pas,
- dénoncer encore une fois et interdire le pillage de la CNAM et de la Sécurité sociale,
- commencer à parler santé et pas toujours médecine : pas de la santé en l'an 2000 mais en 1976.

A court terme,

- provoquer la tenue d'assises nationales de la santé regroupant toutes les organisations concernées (syndicats, associations, partis) ; il ne s'agit pas là d'un vœu pieux :
- compte-tenu du vaste débat sur la santé dans tout le pays,
- de la position connue de la CFDT,
- de la position radicalement nouvelle du PCF exprimée ces jours-ci dans la conférence de presse de Chambaz et l'article de Tony-Laisné dans *France-Nouvelle*,



— de la position du PSU exprimée récemment par Michel Mousel,

— d'une évolution notable du corps médical qui voit arriver des milliers de jeunes médecins, il n'est pas du tout chimérique de prévoir un large consensus pour imposer, au patronat et au gouvernement, une politique de santé et d'autres structures, de distribution de soins, opérationnelles dès maintenant.

De toutes façons, même si des intérêts convergents précipitent la signature de la convention, le débat restera ouvert et deviendra même plus urgent ; il s'agissait ici, aujourd'hui, simplement de dénoncer le traquenard de l'article 18.

Gabriel GRANIER ■

paritaire nationale, le 10 juillet, l'a refusé et a réintégré Josette Préau dans son poste. Tout devrait donc alors rentrer dans l'ordre... Non ! Car l'employeur refuse la réintégration.

Ainsi, dans l'enseignement « catholique » de Charente-Maritime, avoir des enfants est une faute !

Pour obtenir gain de cause, Josette Préau a dû faire appel à la justice. L'affaire

passera au tribunal de grande instance dans le courant du mois de janvier 1976.

● CHOMEURS : Transports gratuits

Le 3 novembre, le conseil d'administration du syndicat mixte des transports en commun de la région toulousaine décide d'accorder la gratuité des trans-

ports en commun aux chômeurs. La lutte menée depuis trois mois par les deux collectifs de Toulouse a donc été « payante » !

Seules restrictions (il en fallait) : valable pendant la semaine jusqu'à 17 h cette mesure ne s'applique pas aux travailleurs de plus de 55 ans ni à ceux qui touchent plus de 1 500 F mensuel.

Une vignette est délivrée au pointage, ensuite sur présentation de la carte de

pointage et de cette vignette, on ne paie plus le bus.

(...) L'objectif des bus gratuits atteint, ils ont l'intention d'attaquer la circulaire Metals, etc... A noter la prochaine création d'un club de chômeurs. Il s'agit de s'organiser pour payer la nourriture moins chère, pour briser la solitude avec des loisirs et du bricolage

Extrait de *L'officiel du chômage* n° 4 qui vaut le coup d'être lu...



De l'œillet au fusil

Le début d'une année nouvelle est souvent l'occasion des bilans. Pour les travailleurs portugais, il est particulièrement éloquent, nécessaire. Car quel chemin parcouru pendant ces 12 mois de 1975...

Rappelons-nous, il y a un an : un trimestre après le coup d'Etat manqué de Spínola le 28 septembre, les forces favorables au capitalisme avaient subi un coup apparemment décisif et n'osaient plus relever la tête. En face, les forces principales du peuple se pronon-

l'avancée irréversible vers le socialisme, que ce soit au niveau des instances gouvernementales, militaires, politiques, comme à celui des luttes de la base. L'ennemi de classe avait presque disparu. Mieux, les travailleurs prenaient la parole, s'auto-organisaient, occu-

travailleurs, appelés à la rescousse, par réflexe de classe, défendent et imposent l'unité syndicale. L'extrême gauche suit sans trop poser le problème de la démocratie syndicale pratiquée par le PCP qui contrôle la majorité des syndicats. Un succès donc des travailleurs. Cependant, sourdement, deux problèmes restent en suspens, qui vont peser lourd : l'antagonisme PC-PS pour la conquête des appareils et la démocratie ouvrières.

Et puis, coup de théâtre, le 11 mars, les militaires spinolistes tentent de prendre le pouvoir. Echéec minable : les forces populaires, choquées, accélèrent leur offensive apparemment décisive cette fois !

travailleurs. L'impasse sur les partis au nom de l'apartidarisme ne pouvait constituer qu'une fuite en avant, même si les partis étaient en partie discrédités par le jeu de leurs rivalités bureaucratiques.

C'était aussi donner beau jeu au PS pour quitter le gouvernement et se lancer dans une extraordinaire campagne en alliance avec toute la droite, pour imposer son retour au pouvoir dans un rapport de forces plus favorable pour lui et pour la droite.

La lutte politique traversait aussi le MFA : c'était le document des neuf auquel répondait le document du Copcon. Un compromis apparut possible : il fut refusé par une partie de l'extrême gauche.

L'échéec du cinquième gouvernement Gonçalvès, aux bases sociales et politiques trop restreintes, fut le résultat de cette rupture nouvelle du front militaire et politique.



Il y a un an

Les élections — les premières libres depuis bien longtemps — sont une occasion pour les travailleurs d'exprimer leur volonté d'utiliser les libertés conquises. C'est la victoire des forces qui se prononcent, sans ambiguïté semble-t-il, pour le socialisme. Quelques jours après, le 1er mai, le PC et l'extrême gauche montrent leur capacité de mobilisation face à un PS moins structuré. C'est l'incident au stade où le PS ne parle pas. Rupture de fait. Avec le República, le PS va mobiliser à l'intérieur et à l'extérieur toutes les forces de la social-démocratie à droite contre le stalinisme qui, en réalité (on le saura plus tard) n'est pour rien dans l'affaire. A vrai dire, ce fut surtout le prétexte pour l'organisation PS de remettre en cause ce que l'organisation PC avait conquis au niveau des différents appareils d'Etat (information, municipalités, armée). Sur le même terrain, c'est-à-dire au niveau des places à prendre mais non au niveau du contrôle populaire sur les différents rouages de l'appareil étatique.

Cette lutte « partidaire » visant à se répartir les postes n'intéresse pas directement les masses, car elle ne correspond ni à ses besoins ni à ses aspirations profondes. Par contre, indépendamment de ces partis, le mouvement « autogestionnaire » prend un essor considérable à la campagne, à la ville, dans les quartiers ou à l'usine.

Dans ce contexte, le MFA, hégémonisé depuis le 11 mars par ses fractions progressistes, essaie de proposer une alternative de pouvoir : le pouvoir populaire. C'est le fondement du fameux document — guide adopté le 8 juillet par l'assemblée générale du MFA. Il correspond à une légitimation des formes de pouvoir populaire et par conséquent, étant donné le prestige du MFA dans les masses, à un encouragement au développement du pouvoir populaire. Mais en même temps il maintient une tutelle militaire — même si elle est de gauche ! — et évacue bien vite le problème de la nécessité d'intégrer le débat politique au niveau des organes de pouvoir populaire, débat qui ne peut être le fait que des organisations politiques du moment, représentatives, à des titres divers, des

L'ambiance putschiste

Le sixième gouvernement se constitue donc dans une phase de renforcement des positions politiques de la droite. Il ne lui restait plus qu'à renforcer ses positions militaires face à un mouvement social très actif. L'assemblée du MFA à Tancos, en août, était déjà une sorte de putsch à l'intérieur des forces armées, car on en excluait de force la gauche gonçalviste. De même, la droite militaire qui avait refusé d'appliquer le document-guide imposait avec des méthodes putschistes le départ du général Corvacho (gonçalviste) de la région militaire de Porto.

C'est donc la droite qui a été à l'origine depuis juillet 1974 de tous les putschs. Or, au niveau de l'appareil militaire, la gauche et l'extrême gauche n'ont pas voulu perdre leurs positions et ont, dans une certaine mesure, voulu lutter à l'intérieur, sans liaison organique avec le mouvement des masses, sans direction politique claire. Certains estimaient que le rapport des forces militaires était favorable à la gauche et devait permettre, avec une utilisation adéquate, un changement décisif dans le rapport des forces politico-sociales. Le PC, de son côté, entendait utiliser cette situation pour améliorer ses positions au niveau du Conseil de la révolution, l'organe suprême du MFA. Enfin, certains, dans l'extrême gauche, parlaient beaucoup de soulèvement armé, d'insurrection, d'armement des civils, confondant trop les mots et les réalités... Une psychose était créée qui fut parfaitement utilisée par le PS qui annonçait un coup chaque semaine environ — et par la droite qui, ne disant rien, n'en agissait pas moins —.

La droite avait prévu et préparé son plan avec un commandement unifié (à Amadora), un plan d'action (avec une connaissance exacte des lieux à investir), et un programme (évincement du PCP du gouvernement, cassure de l'unité syndicale, suspension des contrats collectifs, etc...).

çaient toutes pour le socialisme. Quelles étaient ces forces ?

D'abord et avant tout le MFA, qui parlait de voie socialisante, de socialisme, et en qui on avait confiance ; ensuite les partis « progressistes » — sans parler de l'extrême gauche bien sûr — le PC, le PS : même le PPD était pour le socialisme par la voie social-démocrate... Le CDS, discret, était pour la paix, le pain, la justice.

Par ailleurs dans la presse, la télé, le radio, il n'était question que de

paient les terres, leurs lieux de travail et — changement extraordinaire — ne rencontraient plus la police : mieux, l'armée paraissait les soutenir, les patrons faisaient leurs malles... Tout le monde, ou presque, se disait au service du peuple, rien, ou presque, ne semblait s'opposer à la marche vers le socialisme.

Dans ce ciel serein un premier nuage : la loi sur l'unité syndicale, le PC est pour, le PS est contre. Les

Or, à Lisbonne, les aspects d'une situation pré-insurrectionnelle sont réunis : la question était de savoir si la situation à Lisbonne était plus ou moins représentative du pays et des forces en mouvement. Dans ce contexte éclate la lutte des paras de Tancos contre la dissolution de leur régiment : il s'agissait de remplacer des dirigeants des forces aériennes au Conseil de la révolution, et d'autre part de protester contre le changement de commandement de la région militaire — stratégique de Lisbonne. On connaît la suite.

Donc les travailleurs portugais sont passés en moins d'un an de l'optimisme à la crainte : ils ont perdu le parapluie militaire à l'abri

rières qui trouvent en lui un point d'appui et un abri, sans offrir une perspective socialiste mobilisatrice et garantissant l'initiative et le contrôle des travailleurs. L'extrême gauche est en pleine crise. Elle tente de faire le bilan, de déterminer une autre tactique et, peut-être, une autre stratégie.

Alors que reste-t-il aux travailleurs ? Tout simplement ce qu'ils ont conquis par eux-mêmes, alors que militaires et politiques se disputaient les postes. Ce sont eux qui ont imposé la réforme agraire, les nationalisations, le contrôle — et aussi dans une certaine mesure la décolonisation. Tant il est vrai que le socialisme sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

A ce point, les perspectives sont incertaines et même confuses. La nécessité pour le capitalisme de recréer des possibilités de profit pour un nouveau secteur monopoliste — lui-même très démantelé — implique un régime très autoritaire. Or la crise actuelle, qui s'aggrave, ne peut laisser les travailleurs sans réaction : de plus l'appareil répressif de la bourgeoisie est encore loin de répondre aux nécessités. Les événements de Porto montrent la hâte que manifeste la réaction pour frapper et intimider, mais on n'improvise pas en quelques mois un appareil de coercition démantelé. En outre la gauche dispose encore de certaines forces à ce niveau qui, si elles ne sont pas décisives mais mieux reliées au mouvement des masses, donnent aux travailleurs des points d'appui importants.

Ainsi il ne faut pas parler du processus révolutionnaire comme d'un passé plus ou moins révolu : il connaît une phase de reflux mais aussi de décantation et dans une certaine mesure de démythification. Aujourd'hui les nécessités sont les suivantes : d'abord libérer les militaires emprisonnés — décidément il y a un complot international contre les militaires ! — mais cette lutte démocratique très importante dans le contexte va se combiner avec la défense active des acquis : la réforme agraire, les nationalisations et aussi le contrôle ouvrier, aspect essentiel pour une contre-offensive du mouvement ouvrier.

Toute la question est de savoir s'il s'agira de recommencer comme avant ou si la gauche et l'extrême gauche seront amenées à faire un bilan où l'autocritique constructive aura sa part nécessaire. C'est la condition pour que l'espérance ne se transforme pas en désespoir.

Bernard RAVENEL ■

COMISSÃO DE FAMILIARES DOS MILITARES REVOLUCIONÁRIOS PRESOS



duquel ils se sentaient en sécurité pour avancer, et qui imposait un semblant d'unité gouvernementale aux partis de gauche ; ils s'aperçoivent aussi que la lutte politique des partis qui sont censés les défendre n'a qu'un rapport indirect avec ce qu'ils veulent : l'unité qu'ils voulaient réaliser à la base n'a jamais eu un répondant sérieux au sommet.

Que reste-t-il ?

Maintenant le P S est dans les mains d'une direction très proche de la social-démocratie allemande, elle-même liée à l'impérialisme américain. Des milliers de militants l'ont quitté, pour aller le plus souvent nulle part et sont remplacés par des membres de couches sociales souvent réactionnaires. Le P C, par son fonctionnement et ses rapports avec le mouvement de masse, contrôle l'essentiel des forces ou-

Le coup de grâce

Alors qu'un accord tacite semblait s'être établi pour renvoyer la crise après les congrès des différents partis, De Martino, secrétaire général du PSI écrivait il y a quelques jours qu'il n'était plus possible d'attendre pour remettre en cause l'actuel accord majoritaire. Et, aujourd'hui, le gouvernement Moro est démissionnaire.

Même si l'issue d'une telle initiative n'est pas immédiate, elle ne peut pour le moment être vue positivement. Elle montre en effet, d'une part, que le mouvement est capable d'influer fortement sur les organisations traditionnelles, d'autre part, que le PSI reconnaît la nécessité du bouleversement des alliances et des programmes pour affronter la crise.

De leur côté DC et PCI ont tout fait pour sauver le gouvernement Moro.

La DC, très préoccupée par l'initiative socialiste, tente de justifier sa politique, vante le rôle essentiel joué par les socialistes dans la majorité et affirme que, si le PSI devait poursuivre dans ce sens, alors ce serait le signe d'une rupture profonde dans le pays : d'un côté les socialistes « embarqués » dans une coalition de gauche sans que le PCI ait fourni les assurances que le PSI réclame, de l'autre la DC reléguée dans une situation d'opposition conservatrice, ce qui serait contradictoire à sa vocation de parti populaire.

Le PCI, soucieux de se présenter aux élections comme le parti qui a voulu jusqu'au bout éviter l'affrontement, a désavoué violemment l'initiative du PSI. Pour lui, des élections anticipées ne pourraient que rendre service aux éléments les plus durs de la DC.

Il y avait cependant très peu de chance pour que le PSI fasse machine arrière. La réunion de mercredi de la direction a considéré que le PSI était relevé de ses engagements dans la majorité. Mais il a le choix entre la position défendue par les Manciniens et les Autonomistes : élections anticipées et perspective d'un nouveau centre gauche réaxé sur les socialistes avec éventuelle participation communiste ; et celle de De Martino d'une part, Lombardi de l'autre : pour eux le

problème essentiel est d'éclaircir la position que devra assumer le PCI. Il s'agit de préparer une alternative au rôle central joué jusque là par la DC avec un gouvernement où les socialistes auraient un plus grand poids, le PCI le soutiendrait directement ou y entrerait.

Les derniers événements, quelle qu'en soit l'issue tactique, montrent à quel point le PSI est aujourd'hui « coincé » dans l'échiquier politique italien. Ce qu'a encore révélé le compromis DC - PCI sur l'avortement et le débat sur le plan de reconversion.

Durant les treize mois d'existence du gouvernement Moro-La Malfa, le PSI n'a cessé d'être baloté de part et d'autre (du vote des lois sur l'ordre public à l'après 15 juin), ce qui a porté un coup sérieux à sa crédibilité. Le PCI voyait d'un assez bon œil ce laminage. Il n'y aurait plus eu trois composantes dans le compromis historique mais deux, le PSI ne pouvant que suivre. Aussi la « sortie » de De Martino devenait-elle presque obligatoire pour éviter une lente dégradation.

Pour autant aucun problème n'est résolu. Aujourd'hui plus que jamais, la restructuration de la gauche apparaît comme la question urgente. Des élections anticipées ne résoudraient rien car elles amèneraient forcément à un nouveau gouvernement instable.

Ce qui ne veut pas pour autant dire qu'il faut, comme le PCI, œuvrer pour le maintien du gouvernement. Pour arriver à un gouvernement de gauche, il faut un nouveau déplacement important des voix, que la maturation de la crise de la DC pousse à la rupture. Ce qui implique d'arriver à ces élections à travers la construction d'un mouvement de masse s'appuyant sur des forces unies autour de certains choix programmatiques. Autant dire que le chemin menant à une issue positive à la crise risque d'être long ou de tourner court. Le PSI y jouera un rôle central, mais il est bien difficile aujourd'hui de dire lequel. ■

critique socialiste n° 23

— La crise : quelle origine, quel aboutissement ? Michel Etienne

— La crise actuelle du capitalisme, sa dimension économique, ses causes, son développement, Bernard Billaudot.

— La gauche italienne, Vittoria Foa.

— Les pays du Comecon et « la crise ».

— Débat entre Pierre Naville, Victor Fay, Paul Galard, animé par François Dalbert.

— Les formes du colonialisme français. Victor Fay.

CS, le numéro 12 F — Abonnement 5 numéros 50 F.

A adresser à : Ed. SYROS, 9 rue Borromée 75015 PARIS CCP 19.706.28.

Symbole et réalités

◆ La libération de Leonid Pliouchtch, le mathématicien soviétique prisonnier de l'hôpital psychiatrique spécial de Dniepropetrovsk, l'autorisation de départ à l'étranger représentent une incontestable victoire des forces démocratiques, mais une victoire symbolique autant que relative.

Elle arrache un individu à la répression, elle risque aussi de faire oublier les autres, et le contexte qui rend possible leur détention. S'il faut en croire les chiffres avancés par Andreï Sakharov, il y aurait entre 2 000 et 10 000 prisonniers politiques en URSS ; l'importance de la fourchette donne la mesure de l'information possible. Il faudra réfléchir à cela, comme au contenu du petit livre que vient de faire paraître l'académicien soviétique, quoiqu'il puisse nous en coûter ; car les embardées de ce dernier vers la droite et la gauche le font échapper à toutes nos catégories habituelles,

comme d'ailleurs tout ce qui nous vient de son pays...

A ce nombre, il faut ajouter ceux que frappe la répression dans les Etats qui à des degrés divers dépendent de l'URSS, et en tout premier lieu en Tchécoslovaquie, où les hommes du Printemps de Prague restent, qui sans travail, qui en prison. Parmi ces derniers, symboliquement encore, citons le militant communiste, Milan Hubl, le dirigeant étudiant Jiri Muller, le psychologue et universitaire Jaroslav Sabata.

Les autorités soviétiques nous habituent à les voir résoudre par l'autorisation d'émigrer les problèmes que leur posent les victimes de leur propre répression, soit que l'opinion occidentale se trouve trop vivement sensibilisée à tel ou tel cas, soit qu'au contraire elles comptent ainsi neutraliser l'influence de leurs opposants en URSS, tout en les discréditant dans les secteurs de

l'opinion qui, dans nos pays, leur sont les plus favorables.

Andreï Sakharov évoque le cas des époux Panov, autorisés l'an dernier à quitter l'URSS à la suite d'une campagne menée en Angleterre par les travailleurs du spectacle et les artistes. Ici comme avec Leonid Pliouchtch, l'opinion publique anglaise, puis française, a été suffisamment émue pour entraîner des réactions au niveau le plus élevé, une démarche d'Harold Wilson à Londres, celle de Georges Marchais à Paris, suivies de peu par une spectaculaire cascade d'incidents.

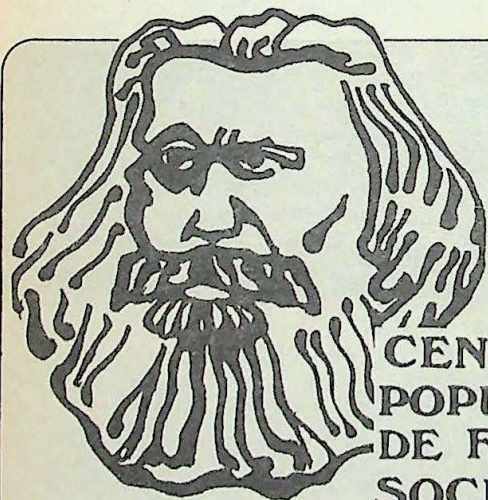
La publicité qui nous permet de croire aujourd'hui au salut de Pliouchtch et qui assura celui de Panov a été rendue possible par la solidarité professionnelle, les relations personnelles avec les victimes et leur entourage, le courage de ce dernier qui permettaient d'obtenir des informations d'une solidité ex-

ceptionnelle, ainsi que par l'engagement affectif que provoquait la personnalisation de l'une et l'autre campagne.

En d'autres termes, l'URSS (et le PC français) ont été contraints à l'action par la sensibilité d'une opinion publique à laquelle eux-mêmes ont si souvent fait appel dans les mêmes termes, mais toujours en faveur d'hommes et de femmes engagés à leurs côtés. Le choc en retour est politique. Les effets en sont probablement irréversibles. Les militants de gauche et d'extrême gauche se sont partout, y compris dans le PCF, vus contraints à s'interroger sur l'importance et le rôle des libertés démocratiques.

Nous savions déjà que la Constitution ne fait pas la démocratie ; tout le monde saura désormais qu'elle ne fait pas non plus le socialisme, pour lequel il n'est de combat que par delà les vocables et les étiquettes.

Jeanne BRUNSCHWIG ■



le
CENTRE
POPULAIRE
DE FORMATION
SOCIALISTE

reprend ses activités

Après la période des vacances de fin d'année, les cycles du CPFS reprennent.

Vendredi 9 : Critique des pratiques sociales : l'école, la formation et la division du travail (J.C. Guerin).

Mardi 13 : Marxisme et philosophie : marxisme et conscience de classe (V. Fay).

Vendredi 16 : Analyse marxiste de l'économie : les multinationales et la stratégie du capital (P. Naville).

Les cours du vendredi ont lieu 83, Bd Arago Paris 14^e et ceux du mardi au 44, rue de Rennes. Ils commencent à 19 heures.

Bulletin d'abonnement aux cassettes du CPFS

Nom :
Prénom :
Adresse :

Je désire m'abonner aux cassettes du cycle :

- Marxisme et philosophie
- Analyse marxiste de l'économie

- Histoire du mouvement ouvrier
- Critique des pratiques sociales

Chaque abonnement pour un cycle comporte douze cassettes livrées avec le plan des exposés et une bibliographie :

Prix : 1 cycle : 240 F ; 2 cycles : 450 F ; 3 cycles : 650 F ; 4 cycles : 830 F.

Renvoyer ce bulletin à CPFS, avec un chèque libellé à l'ordre de M. Pierre Garrigues. ■

en bref...

● Mongo Beti : expulsé ?

Mongo Beti, fonctionnaire titulaire français depuis seize ans, agrégé de Lettres depuis neuf ans, professeur au lycée Corneille de Rouen, est soudain sommé de se dessaisir de son passeport et menacé de perdre la nationalité française.

Il semble qu'on ne lui pardonne pas d'avoir enfreint la loi du silence, en publiant chez Maspéro, en 1972, **Main basse sur le Cameroun, Autopsie d'une décolonisation**, où il mettait à nu les nouveaux mécanismes de l'exploitation des africains par le capitalisme. Après avoir interdit son livre, (sous prétexte de « provenance étrangère »), on s'est attaqué directement à sa personne, d'abord en refusant d'enregistrer sa déclaration de nationalité française, ensuite en exigeant la restitution de son passeport.

Pour faire reconnaître son droit, Mongo Beti a donc été amené à déposer auprès du tribunal de grande instance de Rouen un recours. Le SGEN-CFDT et plusieurs autres organisations ont publié une pétition le soutenant. Envoyez nombreux vos signatures.



● Iran : nouvelles condamnations à mort.

C'est le 1^{er} janvier que le Shah d'Iran a annoncé la condamnation de dix nouveaux combattants révolutionnaires iraniens, accusés d'avoir participé à l'exécution du chef de la police politique et de trois « conseillers » américains. A Paris, 80 étudiants ont commencé, mardi 6 janvier, une grève de la faim au 9 boulevard Jourdan, dans le XIV^e arrondissement (maison d'Italie). On peut, on doit, leur écrire ou aller sur place leur assurer une solidarité militante.

Aux dernières nouvelles, le major Ali Mohebbi, commandant de la garnison de Chahpour, vient de désertier et de rallier avec armes et munitions l'organisation des combattants du peuple.

TEP théâtre national
direction Guy Rolin

othello
de WILLIAM SHAKESPEARE
m. en s. GEORGES WILSON
jusqu'au 25 janvier 1976

gigogne
de RENE ESCUDIE
m. en s. P.E. HEYMANN
du 6 janvier au 8 février 1976

17 rue Malte-Brun - Paris 20^e
M° Gambetta - tél. 636.79.09

La petite vis de la culture dans le grand mécanisme de la révolution

La troupe Z. invitée par le Théâtre de l'Aquarium, a eu l'initiative avec d'autres groupes culturels (Bulletin paroissial Curé Meslier, Kino Pravda, Mass-Devia, Place, Théâtre à Bretelles, Théâtre de l'Ecume) de programmer pendant trois semaines à la Cartoucherie de Vincennes des représentations de théâtre, cinéma, chansons, débats, etc. axées sur le travail culturel militant.

La troupe Z, constituée au départ d'éléments professionnels et non professionnels, s'est décidée à l'occasion des élections législatives de 1973 à intervenir par une série de sketches et à utiliser le théâtre comme « un moyen, un facteur de débat ». Son intervention s'est ensuite portée sur différents fronts de lutte : le mouvement lycéen (Il est bon que les petits enfants s'expriment), à Renault (Chronique sous la IIIe Reichpublique), à Lip, au Larzac, à Piron-Bretoncelles, avec le MLAC et à Chausson.

Le mode d'intervention consiste tout d'abord à faire une enquête (à partir de discussions avec les travailleurs, lycéens, etc) et ensuite à élaborer le spectacle à partir des discussions politiques à l'intérieur de la troupe. « On n'est pas un simple haut-parleur de la lutte, on veut aussi être un facteur de débat, donc on apporte notre propre point de vue ». Les militants de la troupe Z sont investis dans les organisations de masse : « pour nous, c'est très important, c'est une garantie ».

Cette présentation, très partielle, de la troupe doit permettre de resituer son objectif concernant ces trois semaines : il ne s'agit pas de faire des débats « idéologiques » sur la culture, mais, avant tout, d'une confrontation de différents groupes culturels en référence à leur pratique d'intervention, confrontation ouverte aux travailleurs qui, soit, ont déjà eu l'occasion de faire appel aux collectifs culturels pendant des grèves et des fêtes, soit d'une façon générale, à tous les camarades qui pensent aujourd'hui important de développer sur le front culturel une lutte qui ne soit pas « une affaire de spécialistes », mais bien une lutte de classe, une lutte de masse.

Il ne s'agira pas non plus d'une « foire de la culture » où chaque groupe viendrait seulement pour présenter son produit tout culturel, tout révolutionnaire, et c'est la raison pour laquelle ces journées sont organisées par thèmes.

A retenir au programme :

- tous les mardis, mercredis, jeudis : **Histoire, vieille taupe, tu as fait du bon travail**, par la troupe Z.
- les vendredis 9 et samedis 10 janvier : soirées internationales.
- vendredi 16 janvier : soirée culturelle sur le Portugal.
- samedi 17 janvier : 20 h 30 **sketches des employées de maison**, débats sur les expériences d'auto-activité des travailleurs.
- dimanche 18 janvier : le show-business, expériences de travail culturel sur les quartiers.
- samedi 24 janvier : journées femmes (montage, vidéo, sketches...)

PRIX des places : 10 F, 30 F pour 4 journées au choix. (billets en vente à la Fédération de la région parisienne.)

Poésie et révolution



★ Ce n'est pas une rencontre d'agrément. Ces deux recueils de poésie, récemment parus, apparaissent bien plutôt comme une plongée en profondeur marécaugeuse : dans le sens à venir d'une révolution à faire, dans le langage à inventer de cette révolution qui se parle encore dans un langage qui ne lui appartient pas.

Dans les poésies de Roque Dalton — **Les morts sont de jour en jour plus indociles** (1) — (Oh, ironie, Roque Dalton, militant révolutionnaire, a été assassiné au Salvador en mai 1975), la parole — cri fait beaucoup plus qu'accompagner l'action. Elle la prolonge en en multipliant les significations tout en en dénudant le sens. Elle en révèle les faces et forces cachées (celles du désir multiforme), rassemblant ce qui était dispersé, dispersant parfois ce qui semblait intimement lié : amour, prison, histoire, dans la déchirure et l'ironie.

L'invention dans la langue, c'est aussi l'invention dans la lutte et dans la pensée. La poésie, c'est ce qui dérange les lieux et formes établis du langage et de la pensée, de l'affectivité et de la création.

Alain Lorraine (2), communiste réunionnais, ne cesse de se poser de pair les problèmes de la prise de pouvoir dans les structures socio-économiques et politiques, et de la prise de pouvoir sur la langue : non seulement par la revendication, pour le peuple réunionnais, du droit absolu à parler et écrire Créole ; mais aussi par une utilisation libre, « réunionnaisement » libre, du Français (un peu comme Aimé Césaire a su, en son temps « récupérer » la langue française pour donner une voix à l'Afrique.)

Alain Lorraine, vit intensément le drame d'un peuple qu'on a dépouillé de son histoire pour lui substituer l'histoire (mythique, telle qu'elle est racontée) de l'opresseur (en l'occurrence la France impérialiste).

Un peuple qu'on arrache à sa langue, donc à son propre pouvoir de raconter, de se ra-

conter, est un peuple qui perd la mémoire de son histoire et que l'histoire oublie. C'est pourquoi la lutte pour et dans la langue est une lutte vitale, une lutte politique qui s'inscrit d'emblée dans la lutte de classes. Ce qu'ont parfaitement compris (ce qu'ont bien été obligés de comprendre) les peuples que l'impérialisme a voulu dépouiller de leur langue, donc de leur pouvoir de dire, de la liberté de se dire dans des formes autres que celles du colonisateur : Haïti, Guadeloupe, Réunion (problèmes du Créole), Québec mais aussi Bretagne, etc. (pensons aussi aux luttes des minorités nationales en URSS : Ukrainiens etc.).

Ces peuples-là savent que les batailles sur le terrain linguistique ne sont pas fantaisies, luxe d'intellectuels. Ils ont expérimenté dans leur chair la matérialité du baillon sur la bouche ou du ricanement lorsqu'ils parvenaient à l'ouvrir, cette bouche.

Deux poètes, deux militants, deux voix à la fois très personnelles, profondément individualisées, et en résonances infinies avec la réalité historique, parfois légendaire et symbolique, toujours charnelle de leur peuples, auxquels ils ouvrent déjà l'horizon d'une parole libre d'elle-même, d'une langue qui va jusqu'au bout (mais il n'y a pas de bout justement...) de son pouvoir créateur.

Christine CARLIER

(1) Roque Dalton : **Les morts sont de jour en jour plus indociles**. Maspéro, collection Voix. Cf aussi revue **Change** n° 21 « **Luttes, proses poésies d'Amérique Latine**. » Seghers-Laffont.

(2) Alain Lorraine : **Tienbo le rein et Beaux visages cafrines sous la lampe**. Idoc-France - l'Harmattan.



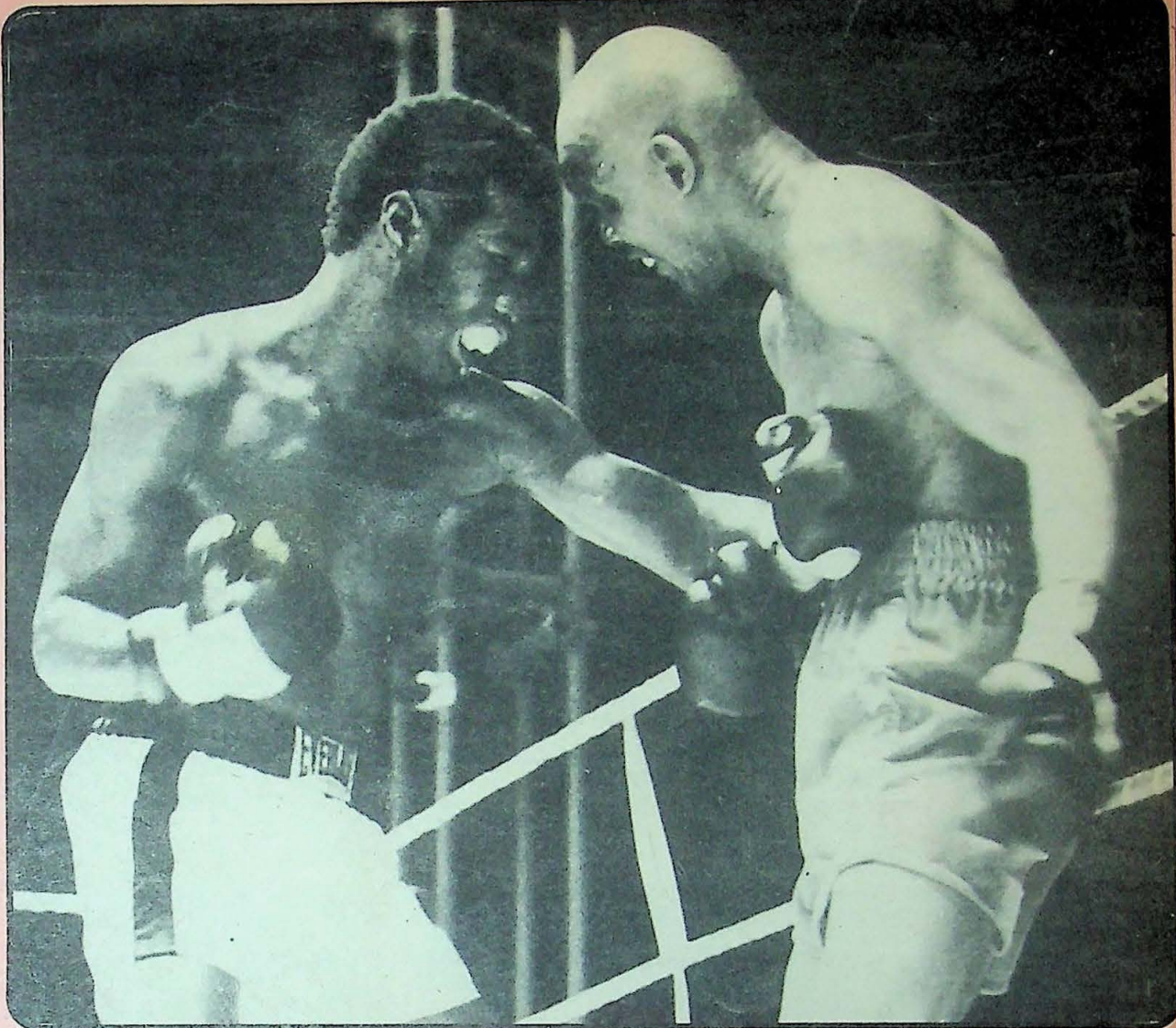
Les jeux sont ouverts

Le 2 octobre 1968, la police mexicaine tire sur des étudiants : 300 morts. Dix jours plus tard commencent les Jeux olympiques de Mexico, marqués par les manifestations des noirs américains. Le discours mystificateur de l'olympisme était rompu de fait comme il le fut lors du raid terroriste du commando palestinien à Munich.

Les Jeux de 1976 auront lieu au mois de juillet à Montréal. Derrière la « fête populaire de la religion athlétique » dont parlait Coubertin, on peut voir déjà une source énorme de profit et un lieu idéologique ; une affaire politique. Mais l'aspect le plus frappant reste le cirque financier.

Tout commence par une vaste opération d'urbanisme ; un aéroport, des autoroutes, 9 stations de métro, un village olympique de 10 000 lits, des stades. Coût global estimé à 650 millions de dollars. L'industrie du bâtiment y trouve son compte : 45% d'inflation en 1 an dans la construction. D'ailleurs on ne badine pas ; 500 travailleurs, syndicalistes pour la plupart, ont été mis à pied, et l'on prévoit déjà la plus forte concentration de forces de police de l'histoire des Jeux.

Profit aussi pour un capitalisme international, chargé de l'équipement des stades et des athlètes, d'autant plus que les marchés sont rares en ce moment.



Profit dans la vente des billets, loteries, droits de TV, émissions de monnaies, timbres souvenirs, licences d'utilisation commerciale de l'emblème olympique. Voilà pour l'arène ; les gladiateurs eux sont rares et chers ; il est difficile d'évaluer le prix de la préparation olympique d'un champion national. Certains pays, les plus pauvres, y consacrent l'essentiel de leur budget des sports.

C'est bien cette matière première, le sportif, qu'il faut regarder de plus près, comme sujet et objet des idéologies dominantes. C'est bien l'élite qui va s'affronter.

Le culte de l'homme fort triomphe, comme celui du progrès

ininterrompu et du rendement, au travers des records. Si l'affrontement est pacifique, les commentaires, les hymnes, le drapeau vont réveiller un chauvinisme d'union nationale, toujours utile notamment en cas de crise, qui masquera les réalités du pays organisateur, de l'ensemble des pays capitalistes en crise, des pays sous-développés, et des rapports entre ces différents pays car, ici, « les athlètes sont tous frères et même le plus défavorisé peut triompher ». On fournit un tremplin au sport élevé comme un dogme, ou une industrie de pointe, allant jusqu'à faciliter une reconnaissance internationale à certains pays (Allemagne de l'Est, Chine bientôt).

On parle aujourd'hui de difficultés matérielles. Gageons que la somme des intérêts en jeu assurera l'existence des Jeux.

Si le « Sport » n'est pas condamnable en soi, si nous lutons pour qu'un autre usage du corps triomphe, on doit bien considérer que l'olympisme n'est pas neutre ; jamais peut-être le profit et les idéologies dominantes ne s'y sont mieux exprimés.

Il y aura un milliard de téléspectateurs. Il y en aura sûrement plus lors de Jeux de 1980 à Moscou et en 1984 à Alger, à moins que ce ne soit Téhéran...

Jean-François ROUGE,
Jean-Jacques CLERY ■

Après l'intellectuel, voici le « musculeux »

De tout temps, il est apparu normal, dans notre société, que l'intellectuel puisse vendre le plus cher possible les capacités de son cerveau à un patron, celui-ci se chargeant de sa rentabilité au mieux de ses propres intérêts.

Puis le trafic de l'argent a imposé le sport spectacle et une nouvelle valeur or a fait son apparition « le musculeux ».

Peu ou prou doué sur le plan intellectuel, n'ayant donc pas le critère de valeur or habituel à notre société, le futur esclave a développé sa musculature comme l'autre développe sa matière grise, pour le fric.

De la même façon que le patron exploite l'intellect à sa dévotion, il s'est rapidement trouvé des négriers aptes à exploiter « le muscle », cette nouvelle valeur or du musculeux.

Celui-ci est heureux, enfin, il se sent important, « du beau monde » se précipite vers lui, comme des fourmis sur un morceau de sucre. Tous ceux qui ont un besoin vital de relations très nombreuses pour assurer leur représentativité, leur renommée, leur publicité gratuite dans les mass média — commerçants, industriels, professions libérales en mal de clientèle, professions publiques — se l'approprient. Ils envisagent la possibilité de fabriquer « une idole » rentable et sont devant lui comme un

gosse devant une vitrine de pâtisseries, ils supputent sa valeur avec une gourmandise sans limite, pensant déjà à un Jazy, Mimoun ou Guy Drut (1).

Les intellectuels, étonnés et révoltés de cette déconsidération à leur égard, considèrent cette anomalie comme scandaleuse ; pensez-vous, en quelques minutes ces musculeux gagnent des sommes fabuleuses, cet inversement de l'échelle des valeurs les bouleverse.

Pourtant, à qui peut revenir la responsabilité de la dichotomie soigneusement et artificiellement entretenue dès l'enfance entre l'esprit et le corps ?

Un syndicat de journalistes écrit : « les sommes énormes que le sport véhicule, les phénoménaux intérêts des firmes spécialisées, le chevauchement des intérêts économiques - sociologiques - politiques, tout aide au maintien et à l'accentuation des tares, des excès dont souffre actuellement le sport... ».

Quand donc fera-t-on l'effort nécessaire pour remettre l'être humain dans son entité ?

Une seule chance peut exister : le changement de la société.

(1) Ces noms sont cités à cause du support publicitaire ou politique qui les exploite. Vous pourrez prolonger cette liste, ils sont pléthores.

Georges LARRIEU ■